



RAPPORT ANNUEL 2007



allbatteries



FRANCE QUATE INDUSTRIE
Le contact qualité

PRORISK



RAPPORT ANNUEL 2007

VDI Group
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2 973 750 €
Siège social : 6, Chemin de l'Industrie, 69570 Dardilly
409 101 706 R.C.S. Lyon

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, en application des statuts et de la loi sur les sociétés commerciales, pour :

- vous rendre compte de l'activité de notre société, de ses filiales et du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir,
- soumettre à votre approbation les comptes sociaux et les comptes consolidés dudit exercice,
- soumettre à votre approbation l'affectation du résultat.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports du Commissaire aux comptes.

Nous vous précisons que les chiffres figurant dans le présent rapport ont été arrondis.

I - SITUATION DU GROUPE, DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

1) Activité du Groupe

LE MARCHE

VDI Group est spécialisée dans la distribution de produits consommables à destination des professionnels et des particuliers.

Les activités du Groupe s'organisent en deux principaux segments :

- Division Energie Autonome, concernant les produits d'énergie embarquée: piles, batteries, accumulateurs, chargeurs et produits d'éclairage portatifs
- Division Homme et Travail, concernant les produits de santé, hygiène, sécurité et de protection de l'homme au travail, produits à base de ouate de cellulose et produits d'entretiens.

Le Chiffre d'affaires (CA) par division de produits se répartit comme suit :

- 24 264 695 €, soit 56,8% du CA total, contre 62% du CA total au titre de l'exercice précédent, pour la Division Energie Autonome.
- 18 456 222 €, soit 43,2% du CA total, contre 38% du CA total au titre de l'exercice précédent, pour la Division Homme et Travail.

La commercialisation des produits est assurée essentiellement par le biais de la vente à distance (par correspondance et sur Internet) et au travers d'un réseau de magasins spécialisés détenus en propre ou par des franchisés.

Le CA par source de revenus se ventile entre ventes de marchandises 41 743 171€ (97,7%) et de services 977 746 € (2,3%).

La répartition du CA export/France est la suivante :

- 29 683 809 €, 69,5% du CA consolidé, est réalisé en France.
- 13 037 108 €, soit 30,5% du CA consolidé, est réalisé hors France, dont la moitié environ correspond à l'activité de All Batteries en Grande Bretagne.

LE CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

Le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé en 2007 à 42 720 917 €, contre 34 431 948 € au titre de l'exercice 2006, soit une augmentation de 24%.

LES FAITS MARQUANTS

L'année 2007 a été marquée par :

- La cotation des titres de la société sur le marché Alternext d'Euronext Paris qui s'est traduit par une augmentation de capital par placement direct auprès d'investisseurs qualifiés réalisée le 9 janvier 2007 et par la cotation directe subséquente desdits titres sur Alternext,
- L'ouverture de nouveaux magasins,
- Le démarrage de l'activité des sociétés VDI Belgium (négoce de produits à base d'ouate sur le marché belge) et de la société Power Trade France (fourniture de forces de ventes supplétives au sociétés du Groupe),
- La centralisation de l'activité logistique sur le site de CORBAS.

2) Activité de la société VDI Group S.A.

La société VDI Group S.A. exerce principalement une activité d'achat et de distribution ainsi qu'accessoirement une activité de holding animatrice (fournitures de prestations de services administratifs, informatiques et logistiques, centralisation de trésorerie, tête de l'intégration fiscale).

En 2007, VDI Group S.A. a réalisé un chiffre d'affaires de 27 514 861 € contre un CA de 21 576 220 € au titre de l'exercice précédent.

Elle a réalisé un résultat net de 1 832 466 € contre un résultat net de 1 879 900 € au titre de l'exercice précédent.

3) Activités et résultats des filiales

Nous vous exposons ci-après l'activité des filiales.

➤ All Batteries UK Limited (société de droit anglais)

En 2007, All batteries UK Limited a réalisé un chiffre d'affaires de 6 997 329 € contre un chiffre d'affaires de 6 032 316 € en 2006. L'exercice bénéficie des fruits de la réorganisation profonde initialisée en 2006 (déménagement, mise en place de l'informatique, réorganisation de l'équipe commerciale).

Elle a réalisé un résultat net 124 282 € contre 64 979 € au cours de l'exercice précédent.

All Batteries UK est filiale de VDI Group depuis le 14 mai 2004.

L'activité de cette société consiste dans l'assemblage et la distribution de produits en Grande-Bretagne dans le domaine de l'énergie portable et notamment des batteries. Elle s'est notamment spécialisée sur le lithium ion.

➤ **Power Trade SARL, filiale de All Batteries UK Limited**

All batteries UK Limited détient 100% des titres de PowerTrade SARL (société de droit tunisien).

Cette société réalise des prestations de saisie de commande et de centre d'appel au profit du Groupe.

Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 181 279 € au titre de l'exercice 2007, contre 155 022 € au titre de l'exercice précédent et un résultat net de 11 236 € au titre de l'exercice 2007, contre un résultat net de 24 178 € au titre de l'exercice 2006.

➤ **France Ouate Industrie S.A.**

La société France Ouate Industrie est entrée dans le Groupe le 15 mai 2006.

La société a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 9 985 669 € contre un chiffre d'affaires de 9 629 383 € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net 2007 s'élève à 1 023 067 € contre un résultat net de 1 596 988 € au titre de l'exercice précédent.

L'activité de la société consiste en la commercialisation de produits à base de ouate de cellulose, ainsi que des produits d'entretien.

➤ **Dom Hygiène Industrie S.A.S.**

La société Dom Hygiène Industrie est entrée dans le Groupe le 15 mai 2006.

Cette société a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 2 595 604 € contre un chiffre d'affaires de 2.018.809 € pour l'exercice 2006.

Le résultat net 2007 s'est élevé à 91 198 € au titre de l'exercice 2007, contre un résultat net de 224 143 € au titre de l'exercice 2006.

Cette société, commercialise les mêmes produits que France Ouate Industrie, principalement à base de ouate de cellulose, pour une clientèle sise principalement sur l'île de La Réunion. Elle assure aussi la transformation du papier avec une machine dédiée.

➤ **Hygiène Médicale Service S.A.R.L.**

La société Hygiène Médicale Service est entrée dans le Groupe le 15 mai 2006.

Cette société a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 311 775 € contre un chiffre d'affaires de 412 672 € au titre de l'exercice 2006.

Le résultat net 2007 s'est élevé à 15 893 € contre un résultat net de 47 383 € au titre de l'exercice 2006.

Elle assure la commercialisation des mêmes produits que France Ouate Industrie, mais principalement pour les départements des DOM-TOM.

➤ **VDI Belgium S.P.R.L.**

Cette société est entrée dans le Groupe en 2007. Elle assure la commercialisation des mêmes produits que France Ouate Industrie, mais pour le territoire belge. L'exercice 2007 constitue son premier exercice d'activité.

Son chiffre d'affaires s'est élevé à 706.445 € et son résultat net après impôts s'est élevé à 136 910 €.

➤ **VDI China Ltd., filiale de VDI Belgium S.P.R.L.**

La société VDI China LTD a été immatriculée le 8 mars 2006. Elle n'a pas eu d'activité opérationnelle au titre de l'exercice 2007.

➤ **Power Trade France S.A.R.L.**

Cette société est entrée dans le Groupe en 2007. Elle a pour objet de fournir des forces de vente supplétives aux différentes filiales du Groupe. L'exercice 2007 constitue son premier exercice d'activité.

Son chiffre d'affaires s'est élevé à 194.062 € et son résultat net après impôts s'est élevé à 13 355 €.

➤ **Enix Océan Indien S.A.R.L.**

Cette société est entrée dans le Groupe en 2007. Elle a pour objet d'assurer la distribution de produits dans le domaine de l'énergie autonome sur la Réunion et plus généralement l'océan indien. Elle devrait débiter son activité opérationnelle au cours de l'exercice 2008.

➤ **VDI Homme et Travail S.A.S.**

Cette société est entrée dans le Groupe lors sa création en septembre 2007. Elle a pour objet de réaliser le négoce des articles de premiers secours, d'hygiène, de sécurité, des conditions de travail et de protection pour l'homme au travail. Elle n'a pas eu d'activité opérationnelle au titre de l'exercice 2007.

➤ **VDI Energie Autonome S.A.S.**

Cette société est entrée dans le Groupe lors de sa création en septembre 2007. Elle a pour objet, e négoce, la fabrication et la distribution de produits dans le domaine de l'énergie autonome. Elle n'a pas eu d'activité opérationnelle au titre de l'exercice 2007.

II – ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

En 2007, la société VDI Group SA n'a pas comptabilisé spécifiquement des coûts de recherche et de développement, mais continue sa démarche de labellisation ANVAR.

III - RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

1. Présentation des comptes sociaux et consolidés

Les comptes sociaux et les comptes consolidés au 31 décembre 2007 que nous soumettons à votre approbation ont été établis en conformité avec les règles de présentation et les méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les méthodes de consolidation sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés. Il est souligné qu'il n'y a pas d'intérêts minoritaires.

Il est précisé que la société n'étant pas légalement tenue par les normes IFRS n'a pas adapté ce référentiel.

2. Comptes consolidés

a) Périmètre de consolidation :

Les Sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation du Groupe dont VDI Group S.A. assure la tête sont les suivantes :

Désignation	Activité	Date d'acquisition ou de création
All Batteries UK	Assemblage et distribution dans le domaine de l'énergie portable en Grande-Bretagne	14-05-2004
Power Trade (Tunisie)	Centre de télévente et de saisie	07-06-2004
France Ouate Industrie	Négoce de produits à base d'ouate	15-05-2006
Dom Hygiène Industrie	Négoce et assemblage de produits à base d'ouate sur la Réunion	15-05-2006

Hygiène Médicale Service	Négoce de produits à base d'ouate DOM-TOM	15-05-2006
VDI Belgium	Négoce de produits à base d'ouate en Belgique	10-01-2007
Power Trade France	Forces de ventes supplétives	01-04-2007
VDI Homme et Travail	Le négoce des articles de premiers secours, d'hygiène, de sécurité, des conditions de travail et de protection pour l'homme au travail	04-09-2007
VDI Energie Autonome	Le négoce, la fabrication et la distribution de produits dans le domaine de l'énergie autonome.	24-09-2007
Enix Océan Indien	Négoce de produits à base d'ouate sur l'île de la Réunion	06-06-2007

b) Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, les principaux résultats ont été les suivants :

Comptes consolidés	Au 31/12/2006	Au 31/12/2007	Evolution
	En Euros	En Euros	%
Chiffre d'affaires net	34 431 948	42 720 917	24.1
Résultat d'exploitation	2 577 282	3 307 073	28.3
Résultat financier	(371 488)	(486 110)	30.9
Résultat courant	2 205 794	2.820 963	27.9
Résultat exceptionnel	17 002	(50 254)	NS
Participation	0	0	NS
Impôt sur bénéfices	711 294	926 645	30.3
Impôts différés	(20 391)	(897)	NS
Résultat net	1 531 893	1 844 961	20.4
Dotations aux amortissements écarts d'acquisition	(485 347)	(633 107)	30.4
Résultat net de l'exercice consolidé après amortissement des écarts d'acquisition	1 046 546	1 211 854	15.8

3. Comptes sociaux de VDI GROUP SA

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, les chiffres suivants ont été atteints :

Comptes sociaux	Au 31/12/2006	Au 31/12/2007	Evolution
	En Euros	En Euros	%
Chiffre d'affaires net	21 576 220	27 514 861	27.5
Produits d'exploitation	21 761 675	27 676 388	27.2
Charges d'exploitation	20 790 771	26 308 302	26.5
Résultat d'exploitation	970 903	1 368 086	40.9
Produits financiers	1 950 474	1 529 645	(21.6)
Charges financières	667 085	693 749	4
Résultat financier	1 283 389	835 896	(34.9)
Résultat courant avant impôt	2 254 292	2 203 982	(2.2)
Produits exceptionnels	150	19 857	NS
Charges exceptionnelles	324 323	113 719	NS
Résultat exceptionnel	(324 173)	(93 862)	NS
Participation des salariés	0	0	NS
Impôt sur les bénéfices	50 219	277 654	NS
Résultat net de l'exercice	1 879 900	1 832 466	(2.5)

A la clôture de l'exercice, les capitaux propres de la Société s'élèvent à 15 116 377 € contre 6 526 514 € au titre de l'exercice précédent, ceci compte tenu notamment de l'augmentation de capital réalisée le 9 janvier 2007.

Au 31 décembre 2007, le total du bilan de la Société s'élève à 32 015 231 € contre 27 603 243 € au titre de l'exercice précédent.

Au présent rapport est joint en annexe, conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de notre société aux cours des cinq derniers exercices.

4. Analyse de la situation financière du Groupe, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires

La dette financière nette du Groupe s'établit au 31 décembre 2007 à 7 596 826 € contre 12 337 711 € en 2006.

Au 31 décembre 2007 les capitaux propres du Groupe s'élèvent à 12 121 886 € contre à 4 226 599 € au titre de l'exercice précédent, pour un ratio d'endettement qui est passé de 2,92 à fin 2006 à 0,63 à fin 2007.

Il est rappelé que le 9 janvier 2007, une augmentation de capital a permis une levée de fonds d'un montant total de 7.000.000 €.

➤ **Disponibilités, flux de trésorerie et endettement consolidés**

Les disponibilités se sont élevées à 1 549 459 € au 31/12/2007 contre 1 557 690 € au 31/12/2006. Le poste disponibilités correspond essentiellement aux soldes créditeurs en banques.

L'endettement financier est réparti ainsi :

Ventilation par nature

	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 119 229	8 596 948
Concours bancaires courants	3 793 378	3 725 851
Intérêts courus non échus	93 698	108 861
Passif RJ	1 061 446	1 375 323
Groupe et associés		
Dépôts et cautionnement reçus		4 955
Participation des salariés + intérêts	78 534	83 463
Total des emprunts et dettes financières	9 146 285	13 895 401

Ventilation par échéance

	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts et dettes a moins d'un an	5 006 847	8 614 350
Emprunts et dettes de 1 à 5 ans	3 710 867	4 423 908
Emprunts et dettes à plus de 5 ans	428 571	857 143
Total des emprunts et dettes financières	9 146 285	13 895 401

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie consolidée pour l'exercice 2007 :

3- Flux de trésorerie

	31/12/07
Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat net des sociétés intégrées	1 211 854
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	
- Amortissements et provisions	840 091
- Provisions IDR	-4 337

- Variation des impôts différés	-897
- VNC des immobilisations cédées	187 338
- Abandon de créances	-85 976
- Retraitements différences de change	24 310
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 172 383
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-4 169 921
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	<i>-1 997 538</i>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisition d'immobilisations	-346 448
Cessions d'immobilisations	55 047
Variation du périmètre	-12 400
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	<i>-303 801</i>
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Augmentation de capital	6 859 467
Dividendes versés aux actionnaires	-147 050
Emissions d'emprunts	130 000
Remboursement d'emprunts et dettes diverses	-4 607 719
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</i>	<i>2 234 698</i>
Incidence des variations des cours de devises	-19 873
Variation de trésorerie	-86 514
Trésorerie d'ouverture	-2 210 419
Trésorerie de clôture	-2 296 933

4. Gestion des risques financiers

Risques de change :

La Société a identifié deux types de risque de change auxquels elle peut se trouver exposée.

Le premier résulte de la conversion en euros dans ses états financiers, des comptes de sa filiale britannique tenus en livres sterling.

Le second est relatif à l'activité opérationnelle de la Société et de sa filiale All Batteries. L'essentiel des ventes (environ 84% du chiffre d'affaires au 31/12/2007) de la Société est facturé en euros. Les achats non libellés en euros représentent 45% des achats.

A ce jour la Société n'a pas mis en place de politique de couverture de change.

Les achats et les ventes de la filiale All Batteries sont effectués principalement en livres sterling (respectivement 88% des achats et 100% des ventes).

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif dans le cadre de son activité, elle n'a donc pas recours à des opérations de couverture.

Risques de taux :

A ce jour la Société n'a pas nécessité à mettre en place une politique généralisée de couverture de taux.

A l'exception toutefois de la mise en place, en date du 23 octobre 2007 avec la BNP d'une opération de garantie de taux plafond concernant un montant notionnel de 1 542 857 € avec un taux plafond garanti de 4,8% à échéance 15 mai 2009.

Risques clients :

En matière de risque clients le Groupe n'a pas recours à une assurance crédit, compte tenu d'une faible sinistralité historique.

5. Progrès réalisées et difficultés rencontrées

La centralisation des activités sur le site de Corbas a été réalisée avec succès au cours de l'exercice. Il en est résulté une charge accrue pour le personnel impliqué au cours de la période allant de mars à mai 2007.

IV - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir une influence sur l'activité, la situation financière, le résultat et le patrimoine de la Société ou du Groupe.

V- PERSPECTIVES POUR 2008

Le budget 2008 fait apparaître une croissance en terme de chiffre d'affaires sous réserve du maintien des conditions de marché à leur niveau actuel en Angleterre et en France et un maintien des marges au niveau 2007.

L'achèvement en 2007 du projet de regroupement logistique devrait permettre de générer des économies de fonctionnement.

Comme dans le passé le Groupe restera actif dans ses démarches de croissance externe et d'ouverture de nouveaux points de vente.

VI - AFFECTATION DU RESULTAT SOCIAL DE VDI GROUP S.A.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice d'un montant de de la façon suivante :	1 832 466 €
• A la réserve légale	76 250 €
• A titre de dividendes	195 000 €
• Le solde, au poste « Autres Réserves »	1 561 216 €

Ainsi, il sera distribué un dividende net par action de 0,04 €. Les dividendes seront mis en paiement le 15 mai 2008.

Lorsque les bénéficiaires seront des **personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France**, conformément à l'article 158-3-2° du Code général des impôts (modifié par la Loi de Finances pour 2008) la totalité des sommes distribuées et payées en 2008 sera, **au choix** dudit bénéficiaire, éligible :

— soit à l'imposition sur le revenu au barème progressif après réfaction de 40% prévue au 2° de l'article 158-3 du code général des impôts, outre les prélèvements sociaux de 11% (CSG, CRDS, prélèvement social de 2% et contribution additionnelle à ce prélèvement).

— soit, au prélèvement forfaitaire libératoire de l'impôt sur le revenu, au taux de 18% prévu à l'article 117 quater-I-1 du même code au lieu et place de l'impôt progressif sur le revenu, outre les prélèvements sociaux sus visés, à condition de formuler expressément leur option, auprès de la **Société Générale, service des assemblées BP 81236, 32 rue du Champ de tir, 44312 Nantes cedex 03, au plus tard avant l'encaissement du dividende**. Elle est irrévocable pour cet encaissement. Cette option fait notamment perdre (i) le bénéfice de l'abattement de 40% pour tous les autres dividendes perçus par le contribuable au cours de la même année, (ii) ainsi que le droit à l'abattement fixe annuel de 1 525 € pour les contribuables célibataires, divorcés, veufs, mariés soumis à imposition séparée et de 3 050 € pour les contribuables mariés soumis à une imposition commune ou liés par un Pacs soumis à imposition commune (en application des dispositions de l'article 158-3-5° du Code Général des Impôts). En cas d'exercice de ladite option pour le prélèvement libératoire, le montant distribué sera minoré de ce même prélèvement libératoire.

Les autres bénéficiaires et les personnes morales ne bénéficient ni de l'abattement susvisé ni de l'option pour le prélèvement libératoire.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividende, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

	Exercice 31/12/2004	Exercice 31/12/2005	Exercice 31/12/2006
Nombre d'actions	14 500 000	14 500 000	4 875 000
Dividende net unitaire	0,00 €	0,02 €	0,03 €
Revenu global distribué éligible à l'abattement de 40% réservé aux personnes physiques résidentes fiscales en France.	0,00 €	290 000 €	146 250 €

VII - DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT DE VDI GROUP

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses et charges ainsi visées non déductibles fiscalement, pour un montant de 30 748 € et que l'impôt théorique supporté en raison desdites dépenses et charges s'est élevé à 10 249 €.

VIII - FILIALES ET PARTICIPATIONS DE VDI GROUP

Nous vous avons exposé l'activité des filiales en vous rendant compte de l'activité de la Société. Le tableau des filiales et participations figure en annexe des comptes sociaux.

Concernant ces participations, nous vous apportons les informations suivantes :

➤ **Prises de participation directe et accroissement de participations**

Au cours de l'exercice écoulé n'a pris ni acquis aucune participation.

IX - SOCIETES CONTROLEES AU 31/12/2007 PAR VDI GROUP

Directement :

- Allbatteries UK Limited (pourcentage de détention 100%),
- France Ouate Industrie SA (pourcentage de détention 99,99%),
- Dom Hygiène Industrie SAS (pourcentage de détention 100%),
- Hygiène Médicale Service SARL (pourcentage de détention 90% et FOI 10%),
- Power Trade France SARL (pourcentage de détention 100%),
- Enix Océan Indien SARL (pourcentage de détention 99,99%),
- VDI Belgium SPRL (pourcentage de détention 100%),
- VDI Homme et Travail SAS (pourcentage de détention 100%),
- VDI Energie Autonome SAS (pourcentage de détention 100%).

Indirectement (par All Batteries UK Limited) :

- La société PowerTrade SARL (pourcentage de détention 100%).

Indirectement (par VDI Belgium SPRL) :

- VDI China Ltd (pourcentage de détention 100%).

X – ACTIONNARIAT DES SALARIES DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la proportion du capital que représentent, au dernier jour de l'exercice 2007, les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de Commerce, dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise, d'un fond commun de placement d'entreprise, et/ou directement.

Ainsi, nous vous informons qu'aucune opération relative à l'acquisition ou à la souscription d'actions réservées au personnel salarié de la société n'a été ouverte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

De plus, au 31 décembre 2007, il n'existe pas d'actions composant le capital social de la Société qui soient détenues par ses salariés ou des salariés des autres sociétés du Groupe dont la Société fait partie, faisant l'objet d'une gestion collective où dont lesdits salariés n'auraient pas la libre disposition.

De même, il n'a pas été décidé d'attribution d'actions gratuites aux salariés et mandataires sociaux au cours de l'exercice qui vient de s'achever.

XI – INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Tout d'abord, nous vous indiquons que la Société VDI Group SA est doté d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance dont les membres sont les suivants :

Directoire :

- M. Christian DUTEL, Président ;
- M. David BUFFELARD, Directeur Général ;
- M. Thierry BOUVAT, Directeur Général ;
- M. Damien BUFFELARD ;
- M. Gérard THOUVENIN.

Conseil de Surveillance :

- M. Fernand-Luc BUFFELARD, Président ;
- M. Roland TCHENIO, Vice-président ;
- Mme Hélène BUFFELARD.

Ensuite, afin de satisfaire aux dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous de la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la société au cours de cet exercice, établie sur la base des informations communiquées par chaque intéressé.

Monsieur Christian DUTEL :

- Président du Directoire de la société VDI Group S.A. ;
- Administrateur de BRD FINANCE S.A. ;
- Président de la société BDR S.A.S. ;
- Administrateur d'ALL BATTERIES UK Limited ;
- Gérant de VDI BELGIUM SPRL ;

- Gérant de POWER TRADE France SARL ;
- Gérant de SCI ROND POINT D'ECULLY ;
- Gérant de SCI DECINES 1 ;
- Gérant de SCI CORBAS 2 ;
- Cogérant de SCI MSCO ;
- Cogérant de SCI FENELON ;
- Gérant de EURL FAGUIDELAN.

Monsieur Thierry BOUVAT :

- Membre du Directoire et Directeur Général de VDI Group S.A. ;
- Salarié de VDI Group en qualité de Directeur de la Division Energie Autonome ;
- Administrateur d'ALL BATTERIES UK Limited.
- Gérant de ENIX OCEAN INDIEN SARL ;
- Président de VDI ENERGIE AUTONOME SAS.

Monsieur David BUFFELARD :

- Membre du Directoire et Directeur Général de la société VDI Group S.A. ;
- Salarié de VDI Group en qualité de Directeur de la Division Hommes et Travail ;
- Administrateur et Directeur Général de la société France Ouate Industrie S.A. ;
- Administrateur d'ALL BATTERIES UK Limited ;
- Gérant de POWER TRADE SARL ;
- Président de VDI HOMME ET TRAVAIL SAS ;
- Gérant (Sole Director) de VDI CHINA LTD.

Monsieur Damien BUFFELARD :

- Membre du Directoire de la société VDI Group S.A. ;
- Administrateur et Dirigeant d'ALL BATTERIES UK Limited.

Monsieur Gérard THOUVENIN :

- Membre du Directoire de VDI Group S.A. ;
- Salarié de VDI Group en qualité de Directeur Financier ;
- Administrateur d'ALL BATTERIES UK Limited.

Monsieur Fernand-Luc BUFFELARD :

- Président du Conseil de Surveillance de la société VDI Group S.A. ;
- Président du Conseil d'administration de la société France Ouate Industrie S.A. ;
- Gérant de la société Hygiène Médicale Service SARL ;
- Président de la société Dom Hygiène Industrie SAS ;
- PDG de la société BRD FINANCE S.A. ;
- Administrateur d'ALL BATTERIES UK Limited ;
- Membre du conseil de surveillance d'ALTAMIR S.A. ;
- Cogérant de la SCI DDA.

Monsieur Roland TCHENIO :

- Vice Président du Conseil de Surveillance de la société VDI Group S.A;
- PDG de TOUPARGEL AGRIGEL;
- Administrateur de APAX PARTNERS & Cie Gérance;
- Administrateur de APAX PARTNERS SA;
- Administrateur de FINANCIERE PIERRE MARTINET;
- Gérant de SCI MAURYLAND;
- Gérant de SARL MAURYLAND.

Madame Hélène BUFFELARD:

- Membre du Conseil de Surveillance de la société VDI Group S.A.

Il sera proposé de nommer Monsieur Christian DUTEL en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance, étant précisé que celui-ci a donné sa démission de ses fonctions de Président et membre du Directoire avec effet à l'issue de l'assemblée générale annuelle convoquée pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2007.

XII – REMUNERATION ET OPERATIONS SUR TITRES CONCERNANT LES DIRIGEANTS ET MANDATAIRES SOCIAUX DE VDI GROUP SA

Au titre de l'exercice 2007, M. Christian DUTEL, Président du Directoire, a perçu un traitement brut de 4 478 € et des avantages en nature (véhicule de fonction, assurance) pour un montant total de 6 816 €.

Au titre de l'exercice 2007, M. David BUFFELARD, Directeur Général et Membre du Directoire, n'a pas été rémunéré au titre de son mandat social mais a perçu un traitement brut de 110 138 € au titre de son contrat de travail.

Au titre de l'exercice 2007, M. Thierry BOUVAT, Directeur Général et Membre du Directoire, n'a pas été rémunéré au titre de son mandat social mais a perçu un traitement brut de 114 705 € au titre de son contrat de travail.

Au titre de l'exercice 2007, M. Gérard THOUVENIN, Membre du Directoire, n'a pas été rémunéré au titre de son mandat social mais a perçu un traitement brut de 71 901 € au titre de son contrat de travail.

Au titre de l'exercice 2007, M. Damien BUFFELARD, Membre du Directoire, n'a pas été rémunéré au titre de ce mandat social mais a perçu un traitement pour un montant total de 124 269 € au titre de ses fonctions de Direction de All Batteries UK Limited.

Au titre de l'exercice 2007, M. Fernand-Luc BUFFELARD, Président du Conseil de Surveillance, n'a pas perçu de rémunération.

Les traitements ci-dessus ont été versés par VDI Group S.A. à l'exception de la rémunération de M. Damien BUFFELARD qui a été supportée par All Batteries UK Limited.

Il n'a pas été attribué de jetons de présence.

Opérations sur titres réalisées par les dirigeants

La société a été informée des opérations suivantes:

- Monsieur Damien BUFFELARD : le 24/11/2007, acquisition de 17 100 actions de la société VDI GROUP au prix de 3,80 € ;
- Monsieur David BUFFELARD : le 24/11/2007, acquisition de 15 000 actions de la société VDI GROUP au prix de 3,80 € ;
- Monsieur Gérard THOUVENIN : le 27/11/2007, acquisition de 1 302 actions de la société VDI GROUP au prix de 3,80 €.

Aucune autre opération sur titres excédent le plafond de 5 000 euros sur l'année civile n'a été portée à notre connaissance.

XIII – RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du Code de Commerce, sont annexées au présent rapport, les informations relatives :

- aux délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital ;
- sur l'usage fait au cours de l'exercice des délégations visées ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 155-2 du Décret du 23 mars 1967, les rapports complémentaires du Directoire et du Commissaire aux comptes ont été présentés à l'assemblée générale qui s'est réunie le 22 juin 2007.

XIV - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Vous prendrez connaissance du rapport des Commissaires aux comptes en application des dispositions des articles L 225-86 et suivants.

XV- CONVENTIONS COURANTES

La liste des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales dont l'objet ou les implications financières sont significatives pour les parties, a été tenue à votre disposition dans les délais légaux et communiquée à vos Commissaires aux Comptes.

XVI – COMMISSARIAT AUX COMPTES

- **Pour VDI Group S.A.**

Commissaires aux comptes titulaires : - le Cabinet GVGM Audit,
- Monsieur Pascal GENEVRIER.

Commissaires aux comptes suppléants : - Monsieur Olivier ROMEUF,
- Cabinet NOVANCES – DECHANT et ASSOCIES.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Honoraires des Commissaires aux comptes (hors frais) au titre de l'exercice 2007 :

- Certification, examen des comptes individuels :	24 200 €
- Certification, examen des comptes consolidés :	8 000 €
- Missions accessoires :	0 €
- Total :	32 200 €

Nous allons vous donner lecture des rapports généraux et spéciaux des Commissaires aux Comptes relatifs :

- ✓ *aux comptes sociaux et consolidés,*
- ✓ *aux conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de Commerce.*

- **Pour France Ouate Industrie et Dom Hygiène Industrie**

Honoraires du Commissaire aux comptes de France Ouate Industrie, Cabinet GVGM Audit (hors frais) au titre de l'exercice 2007 :

- Certification, examen des comptes individuels :	13 300 €
- Certification, examen des comptes consolidés :	0 €
- Missions accessoires :	0 €
- Total :	13 300 €

Honoraires du Commissaire aux comptes de Dom Hygiène Industrie, Cabinet GVGM Audit (hors frais) au titre de l'exercice 2007 :

- Certification, examen des comptes individuels :	5 000 €
- Certification, examen des comptes consolidés :	0 €
- Missions accessoires :	0 €
- Total :	5 000 €

XVII – L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

L'activité du Groupe est une activité de distribution (achat, stockage, vente, livraison). Elle peut être considérée comme globalement non polluante. Aussi, elle n'a pas développé jusqu'à présent d'indicateurs dédiés.

Toutefois, les activités de la division Energie Autonome sont soumises au Décret 99-374 du 12 mai 1999 relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination. A cet égard, la Société VDI Group avait anticipé la législation en s'impliquant dans le recyclage des piles, en signant un accord avec un partenaire spécialisé dans ce domaine (société RECUPYL).

XVIII – CAPITAL SOCIAL

Il est rappelé que la Société VDI Group S.A. a fait admettre ses titres sur le marché Alternext d'Euronext Paris. Cette introduction en bourse a été précédée d'un placement privé réservé à des Investisseurs Qualifiés tels qu'ils sont définis par l'article L 411-2 du Code monétaire et financier, de 1 250 000 actions nouvelles, représentant au total 25,64% du capital social. L'augmentation de capital a été intégralement souscrite et close le 9 janvier 2007. Puis, conformément au paragraphe 1.4 et au chapitre 3 des Règles d'Alternext, Euronext Paris SA a décidé l'admission sur Alternext des 4 875 000 actions composant le capital de la société VDI Group S.A. L'introduction des actions de la société VDI GROUP sur Alternext a eu lieu le 22/01/2007.

Nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires détenant au 31 décembre 2007 une fraction supérieure ou égale à 2% du capital social ou des droits de vote de la société ou détenu par les dirigeants, ainsi que l'évolution du capital au cours de l'exercice.

Evolution du capital

Au cours de l'exercice le capital a évolué de la façon suivante :

. Nombre d'actions composant le capital social au début de l'exercice :	3 625 000
. Nombre d'actions nouvelles émises pendant l'exercice :	1 250 000
. Nombre d'actions composant le capital social à la fin de l'exercice :	4 875 000

Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2007 (article L 233-13 du Code de commerce)

Au 31 décembre 2007, le capital social est composé de 4 875 000 actions de 0,61 € de nominal chacune, réparties de la façon suivante :

Actionnaires	Actions		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
Actions au nominatif :				
BDR *	3 617 492	74,20%	7 234 984	85,19%
Christian DUTEL	1	0,00%	1	0,00%
Fernand Luc BUFFELARD	1	0,00%	1	0,00%
Thierry BOUVAT	1	0,00%	1	0,00%
David BUFFELARD	1	0,00%	1	0,00%
Damien BUFFELARD	1	0,00%	1	0,00%
Gérard THOUVENIN	1	0,00%	1	0,00%
Hélène BUFFELARD	1	0,00%	1	0,00%
Roland TCHENIO	1	0,00%	1	0,00%
Total Actions au nominatif	3 617 500	74,21%	7 234 992	85,19%
Total Actions au porteur	1 257 500	25,79%	1 257 500	14,81%
TOTAL GENERAL	4 875 000	100,00%	8 492 492	100,00%

* Composition du capital de BDR :

- 45% du capital est détenu par la société DUPARFI,
- 49% du capital est détenu par la société HELER,
- 4% du capital est détenu par Thierry BOUVAT
- 2% du capital est détenu par Gérard THOUVENIN

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires entre les actionnaires de la société BDR.

Droit de vote double

Nous vous rappelons que conformément aux stipulations de l'article 8.3 de vos statuts, il est attribué un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire ; la durée d'inscription sous la forme nominative, antérieure à la date de l'assemblée générale extraordinaire du 18 avril 2006 ayant institué ce droit, étant prise en compte y compris lorsque l'action provient d'un regroupement d'actions existantes. Les actions composant le capital social et disposant d'un droit de vote double au 31 décembre 2007 sont visées ci-dessus.

Franchissement de seuil

Par ailleurs, nous vous indiquons qu'aucun actionnaire n'a déclaré à la société de variation de seuils en application des dispositifs statutaires ou législatifs.

XIX – EFFECTIF

Au 31 décembre 2007, la répartition du personnel inscrit était la suivante :

	31 décembre 2006	31 décembre 2007
VDI Group S.A.	138	152
Total Effectif du Groupe	269	289

Le Président du Conseil de surveillance vous présentera le rapport dudit Conseil ainsi que son propre rapport sur le contrôle interne.

Vous voudrez bien nous consentir quitus de notre gestion pour l'exécution de nos mandats respectifs au cours de l'exercice soumis à votre approbation.

Nous pensons vous avoir donné toutes les informations et explications nécessaires. Nous sommes d'ailleurs à votre disposition pour les compléter par toutes les précisions qu'il vous conviendra de nous demander.

Nous espérons également que l'ensemble des résolutions qui vous sont présentées, recevront votre agrément.

LE DIRECTOIRE

ANNEXE I

RAPPORT SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Afin de satisfaire aux dispositions des articles L. 225-100 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des informations relatives aux délégations de compétence et de pouvoir, en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital.

Ainsi, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 avril 2006 a consenti au Directoire les délégations suivantes :

	Durée de Validité (2)	Plafond (valeur nominale)
Emission avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières	26 mois	1 220 610 € (1)
Emission avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières	26 mois	1 220 610 € (1)
Attribution d'actions gratuites	12 mois	(3% maxi)

(1) Ces montants ne sont pas cumulatifs. Le cumul maximum est fixé à 1 220 610 €.

(2) à compter du 18 avril 2006 (AGE)

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 décembre 2006 a, dans les limites de montant et de durée des délégations conférées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 avril 2006, donné tous pouvoirs au Directoire en vue de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital social réservées aux Investisseurs Qualifiés qu'ils sont définies par l'article L 411-2 du Code monétaire et financier.

Votre Directoire, dans sa séance du 5 janvier 2007, a fait usage des délégations visées ci-dessus au cours de l'exercice 2007 pour décider d'augmenter le capital social d'un montant de 762 500 euros, pour le porter de 2 211 250 euros à 2 973 750 euros, par l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, auprès d'investisseurs qualifiés ou exigibles à ce statut, de 1 250 000 actions ordinaires au prix de 5,60 euros l'une, soit 0,61 euro de valeur nominale et 4,99 euros de prime d'émission.

Votre Directoire, lors de sa séance du 11 janvier 2007, a constaté la réalisation de ladite augmentation de capital de 762 500 euros décidée par le Directoire le 5 janvier 2007 en vertu d'une délégation consentie par l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 décembre 2006.

La délégation au Directoire en matière d'attribution d'actions gratuites a pris fin le 18 avril 2007 et n'a pas été utilisée.

La délégation au Directoire en matière d'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription demeure valide jusqu'au 18 juin 2008 pour un plafond résiduel en valeur nominale de 458 110 €.

Le Directoire

ANNEXE II

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERES ANNEES DE VDI Group S.A.

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2003	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007
I CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 210 510	2 210 510	2 210 510	2 211 250	2 973 750
Nombre des actions ordinaires existantes	145 000	14 500 000	14 500 000	3 625 000	4 875 000
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droits de souscription					
II OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	16 752 605	17 884 924	19 362 712	21 576 220	27 514 860
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	378 594	1 050 551	1 162 242	2 116 527	2 299 108
Impôts sur les bénéfices		216 418	235 365	50 219	277 654
Participation des salariés due au titre de l'exercice		46 592	58 336		
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	250 295	574 586	643 331	1 879 900	1 832 466
Résultat distribué			290 000	146 250	
III RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotation aux amortissements et provisions	2,61	0,05	0,06	0,57	0,41
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,73	0,04	0,04	0,52	0,37
Dividende attribué a chaque action			0,02	0,03	
IV PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	124	127	129	138	152
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 707 658	2 725 610	2 839 355	3 162 698	3 715 507
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	1 115 113	1 207 476	1 266 049	1 385 667	1 651 684

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

1- Bilan Consolidé

ACTIF	Réf. Note	Net au 31/12/07	Net au 31/12/06
Actif immobilisé			
Ecarts d'acquisition	2.4	10 373 723	11 006 830
Immobilisations incorporelles	2.6 - 3.1	365 181	280 106
Immobilisations corporelles	2.7 - 3.2	612 061	740 887
Immobilisations financières	2.8 - 3.3	110 267	151 404
Actif circulant			
Stocks	2.9 - 3.4	6 038 210	5 344 702
Clients et comptes rattachés	2.10 - 3.5	10 476 714	9 211 008
Autres créances et comptes de régularisation	3.6	2 109 564	1 599 446
Disponibilités	2.11 - 3.7	1 549 459	1 557 690
TOTAL ACTIF		31 635 179	29 892 073
PASSIF			
Capitaux propres part du groupe			
Capital		2 973 750	2 211 250
Réserves consolidés		7 986 069	964 834
Ecart de conversion	2.3	-49 787	3 969
Résultat consolidé	3.9	1 211 854	1 046 546
Capitaux propres		12 121 886	4 226 599
Prix d'achat groupe FOI			
Provisions pour risques et charges	3.10	258 758	331 891
Dettes			
Emprunts et dettes financières	3.11	9 146 285	13 895 401
Fournisseurs et comptes rattachés		5 431 691	4 821 807
Fournisseurs sur immobilisations			1 250 000
Autres dettes et comptes de régularisation	3.12	4 676 559	5 366 375
TOTAL PASSIF		31 635 179	29 892 073

2- Compte de résultat

	Réf. Note	31/12/07	31/12/06
Chiffre d'affaires	3.13	42 720 917	34 431 948
Autres produits d'exploitation		325 455	291 878
Achats consommés		19 524 757	16 598 375
Charges de personnel	3.14	10 628 592	8 174 621
Autres charges d'exploitation		8 630 478	6 480 787
Impôts et taxes		558 021	441 268
Dotations aux amortissements et aux provisions		397 451	451 493
Résultat d'exploitation	3.15	3 307 073	2 577 282
Charges et produits financiers	3.16	-486 110	-371 488
Résultat courant		2 820 963	2 205 794
Charges et produits exceptionnels	3.17	-50 254	17 002
Participation			
Impôts sur les résultats	3.18	926 645	711 294
Impôts différés sociaux	2.12 - 3.18	-897	-20 391
Résultat net		1 844 961	1 531 893
Dotations et reprises sur écarts d'acquisition	2.4	-633 107	-485 347
Résultat net consolidé		1 211 854	1 046 546

3- Flux de trésorerie

	31/12/07	31/12/06
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées	1 211 854	1 046 546
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissements et provisions	840 091	723 235
- Provisions IDR	-4 337	226 763
- Variation des impôts différés	-897	-20 391
- VNC des immobilisations cédées	187 338	10 442
- Abandon de créances	-85 976	
- Retraitements différences de change	24 310	
	<hr/>	<hr/>
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 172 383	1 986 595
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-4 169 921	1 343 057
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	<hr/> <i>-1 997 538</i>	<hr/> <i>3 329 652</i>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-346 448	-261 349
Cessions d'immobilisations	55 047	227
Variation du périmètre	-12 400	-6 848 240
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	<hr/> <i>-303 801</i>	<hr/> <i>-7 109 362</i>
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentation de capital	6 859 467	
Dividendes versés aux actionnaires	-147 050	-290 000
Emissions d'emprunts	130 000	9 250 000
Remboursement d'emprunts et dettes diverses	-4 607 719	-4 420 891
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</i>	<hr/> <i>2 234 698</i>	<hr/> <i>4 539 109</i>
Incidence des variations des cours de devises	-19 873	-10 906
Variation de trésorerie	<hr/> -86 514	<hr/> 748 493
Trésorerie d'ouverture	-2 210 419	-2 958 912
Trésorerie de clôture	-2 296 933	-2 210 419

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION CONSOLIDES				
	31/12/2007	en % du C.A.	31/12/2006	en % du C.A.
Chiffre d'affaires	42 720 917	100,0%	34 431 948	100,0%
Consommation	19 524 757	45,7%	16 598 375	48,2%
MARGE BRUTE	23 196 160	54,3%	17 833 573	51,8%
+ Autres produits d'exploitation	103 824	0,2%	125 130	0,4%
- Autres achats et charges externes	8 630 478	20,2%	6 480 787	18,8%
VALEUR AJOUTEE	14 669 506	34,3%	11 477 916	33,3%
- Impôts et taxes	558 021	1,3%	441 268	1,3%
- Salaires, traitements, charges...	10 628 592	24,9%	8 174 621	23,7%
+ Subventions	3 199	0,0%		
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)	3 486 092	8,2%	2 862 027	8,3%
- Dotation aux amortissements et provisions	397 451	0,9%	451 493	1,3%
+ Reprises sur amortissements et provisions	218 432	0,5%	166 748	0,5%
RESULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)	3 307 073	7,7%	2 577 282	7,5%
+/- Charges et produits financiers	-486 110	-1,1%	-371 488	-1,1%
RESULTAT COURANT	2 820 963	6,6%	2 205 794	6,4%
+/- Résultat exceptionnel	-50 254	-0,1%	17 002	0,0%
- Participation des salariés				
- Impôt sur les sociétés	926 645	2,2%	711 294	2,1%
+/- Impôt différés sociaux	897	0,0%	20 391	0,1%
RESULTAT NET	1 844 961	4,3%	1 531 893	4,4%
+/- Dotations et reprises sur écarts d'acquisition	-633 107	-1,5%	-485 347	-1,4%
RESULTAT NET CONSOLIDE	1 211 854	2,8%	1 046 546	3,0%

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées et les méthodes de consolidation sont les suivantes :

SOCIETE	NATIONALITE	RCS	% d'intérêts	Méthode d'intégration
VDI GROUP 6, chemin de l'Industrie 69571 DARDILLY	Française	LYON 409 101 706	100,00	Globale
ALL BATTERIES Dwight Road Tolpits Lane WATFORD WD18 9SB	Anglaise	2045875 ENGLAND AND WALES	100,00	Globale
POWER TRADE 1, rue du bois ZI Ksar Hicher – La Manouba TUNIS	Tunisienne	B 2427212004	100.00	Globale
FRANCE OUATE INDUSTRIE 6, chemin de l'Industrie 69571 DARDILLY	Française	GRASSE 312 773 385	100.00	Globale
HYGIENE MEDICALE SERVICES 1 ^{ère} avenue - "Le Broc Center" 06510 CARROS LE BROC	Française	GRASSE 382 994 903	100.00	Globale
D.O.M. HYGIENE INDUSTRIE 3, rue des Dahlias ZI N° 2 – Bras Fusil 97470 SAINT BENOIT (LA REUNION)	Française	SAINT DENIS 379 135 171	100.00	Globale
VDI BELGIUM Rue Abbé Cuypers, 3 1040 BRUXELLES	Belge	BE 0886438953	100.00	Globale
POWER TRADE FRANCE 6, chemin de l'Industrie 69571 DARDILLY	Française	LYON 495 103 285	100.00	<u>Globale</u>
ENIX OCEAN INDIEN 3, rue des Dahlias ZI N° 2 – Bras Fusil 97470 SAINT BENOIT (LA REUNION)	Française	SAINT DENIS 497 801 274	100.00	Globale
VDI ENERGIE AUTONOME 6, chemin de l'Industrie 69571 DARDILLY	Française	LYON 499 797 363	100.00	<u>Globale</u>
VDI HOMME ET TRAVAIL 6, chemin de l'Industrie 69571 DARDILLY	Française	LYON 499 284 529	100.00	<u>Globale</u>

La société VDI CHINA, de nationalité hongkongaise, créée en avril 2007 et filiale à 100% de VDI BELGIUM, n'est pas consolidée sur l'année 2007 (activité non significative).

La société 1000 Y UNA PILAS, de nationalité espagnole, créée en juillet 1998 et filiale à 50 % de VDI GROUP n'ayant plus d'activité depuis le 31/03/2000, n'est pas consolidée.

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les principes d'élaboration des comptes consolidés sont conformes à l'arrêté du 22 juin 1999 homologuant le règlement CRC 99-02, au plan comptable général 1982 complété par l'arrêté du 9 décembre 1986, aux règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 et à l'avis 05-10 du CNC.

2.1. Permanence des méthodes

Dans les comptes de la société FRANCE OUATE INDUSTRIE, la méthode de comptabilisation du chiffre d'affaires a été modifiée sur l'exercice 2007 pour tenir compte des nouvelles conditions générales de vente applicables et de la mise en place des stocks consignation pour les clients.

L'impact de ce changement de méthode comptable est de 314 287 € sur le résultat d'exploitation.

2.2. Faits caractéristiques

Le 9 janvier 2007, la société VDI GROUP a réalisée une augmentation de capital de 762 500 € par création de 1 250 000 actions libérées intégralement en numéraire.

La prime d'émission liée à cette augmentation de capital s'est élevée à un montant de 6 237 500 €. Après imputation des frais d'augmentation de capital, le montant net de la prime d'émission s'établit à 6 096 967 €.

Après cette augmentation de capital, le capital social est divisé en 4 875 000 actions de 0,61 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Le 22 janvier 2007, les titres de la société VDI GROUP ont été introduits sur le marché Alternext d'Euronext Paris.

L'admission sur le marché Alternext a eu lieu par cotation directe sans offre au public.

A compter du 1^{er} janvier 2007, la société VDI GROUP a opté pour le régime d'intégration fiscale et s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les résultats dans le périmètre constitué par elle-même et par sa filiale FRANCE OUATE INDUSTRIE.

La société VDI GROUP fait l'objet d'un contrôle fiscal concernant la période du 01/01/2004 au 31/12/2006. Aucune notification de redressement n'a été transmise.

La société FRANCE OUATE INDUSTRIE a également fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les années 2004 à 2006. La société n'étant pas d'accord sur la proposition de rectification qui s'élève à 484 977 €, aucune provision n'a été constituée. Il s'agit en conséquence d'un passif latent.

2.3. Eliminations

Après cumul des bilans et comptes de résultat, éventuellement retraités, les soldes réciproques, ainsi que les montants de pertes et profits résultant d'opérations entre les sociétés du groupe sont éliminés.

2.4. Ecarts d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une filiale, l'écart de première consolidation (différence entre le coût d'acquisition et la quote part correspondante des capitaux propres retraités de la société) est affecté aux différents postes appropriés du bilan. Le solde non affecté constitue l'écart d'acquisition, qui est amorti sur le mode linéaire sur la durée utile de l'investissement évaluée en fonction des perspectives de rentabilité de l'acquisition, soit 20 ans.

Les sociétés 1000 et une Piles et GM Equipement acquises respectivement sur 1999 et 2000 ont fait l'objet de fusion absorption par VDI GROUP sur 2000 et 2001. Les traités de fusion portant sur ces 2 opérations ont fait ressortir la valorisation de fonds de commerce pour un montant de 3 045 555 €. Les retraitements de consolidation ont affecté ce montant aux écarts d'acquisition.

Les différentes acquisitions ont fait ressortir les écarts suivants:

- ALL BATTERIES:	1 808 264 €
- FRANCE OUATE INDUSTRIE:	5 605 096 €
- HYGIENE MEDICALE SERVICES:	444 956 €
- D.O.M. HYGIENE INDUSTRIE:	1 714 938 €

Montant net au 31/12/2005	Augmentation 2006	Amortissements 2006	Montant net au 31/12/2006	Amortissements 2007	Montant net au 31/12/2007
3 727 188	7 764 989	485 347	11 006 830	633 107	10 373 723

2.5. Ecarts de conversion

Les comptes des filiales anglaise et tunisienne ont été convertis selon la méthode du cours de clôture :

- les postes de bilan sont convertis en euros au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice ;
- l'écart de conversion résultant de ces opérations est inclus dans les capitaux propres consolidés au poste « écarts de conversion ».

Les taux de conversion utilisés sont les suivants :

Devises	Taux moyen 2007	Taux moyen 2006	Taux au 31/12/2007	Taux au 31/12/2006
GBP	0,68730	0,68191	0,7334	0,6715
TND	1,75505	1,69004	1,79493	1,7325

2.6. Immobilisations incorporelles

Elles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

- Logiciels : Linéaire 12 mois

2.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de leur durée de vie prévue.

- Matériels et installations techniques : Linéaire 3 à 10 ans
- Agencements : Linéaire 5 à 10 ans
- Matériels de bureau et informatique : Linéaire 3 ans
- Mobilier : Linéaire 4 à 10 ans

2.8. Immobilisations financières

Elles figurent au bilan pour leur valeur historique. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

2.9. Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat a été retenu, sauf écart significatif.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation des stocks est constituée, égale à la différence entre la valeur de réalisation estimée et la valeur brute.

2.10. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.11. Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Le poste disponibilités correspond aux soldes créditeurs en banque.

2.12. Imposition différée

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux, afin de les mettre en harmonie avec les principes de consolidation ainsi que certains reports d'imposition dans le temps, génèrent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable retraité.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. La méthode appliquée est celle du report variable qui tient compte pour le calcul des conditions d'imposition connues à la clôture de l'exercice. Le taux d'impôt différé utilisé au 31/12/2007 est de 33,33 % pour les sociétés de nationalité française. Aucun retraitement n'a été appliqué aux comptes pour les sociétés de nationalité étrangère.

Au titre de l'exercice 2007, les retraitements effectués ont donné lieu à la constatation d'un impôt différé actif de 897 € et le total des impôts différés figurent à l'actif du bilan pour un montant de 95 029 €.

2.13. Engagement en matière de retraite

Aucun engagement de retraite n'a été contracté en dehors de ceux résultant des obligations légales prévues notamment par les conventions collectives applicables aux sociétés françaises.

Les droits des salariés ont été évalués à partir des salaires, âge et ancienneté et en prenant en considération les coefficients de rotation du personnel de chaque société concernée.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 5%
- taux de rotation du personnel :

Turn over par tranche d'âge		
	18 à 30 ans	8,0%
	31 à 40 ans	4,0%
	41 à 50 ans	1,0%
	51 à 65 ans	0,1%

- âge conventionnel de départ : 65 ans
- droits acquis : cadres 6 mois – non cadres 3 mois
- taux d'augmentation des salaires : 2%

Aucune obligation légale n'existant en Angleterre et en Tunisie, aucun engagement de retraite n'a été évalué pour le personnel des sociétés domiciliées dans ces 2 pays.

3. Notes sur le bilan et le compte de résultat

Note 3.1. : Immobilisations incorporelles

Immobilisations brutes

Exercice clos le 31.12.2007	Ecart d'acquisition	Fonds commerciaux	Autres immobilisations incorporelles	Total
Solde à l'ouverture	12 618 808	226 100	222 971	13 067 879
Variation de périmètre				
Variation		104 000	(87 302)	16 698
Solde à la clôture	12 618 808	330 100	135 669	13 084 577

Amortissements

Exercice clos le 31.12.2007	Ecart d'acquisition	Fonds commercial	Autres immobilisations incorporelles	Total
Solde à l'ouverture	1 611 978		168 965	1 780 943
Variation de périmètre				
Variation	633 107		(68 377)	564 730

Immobilisations nettes

Exercice clos le 31.12.2007	Ecart d'acquisition	Fonds commercial	Autres immobilisations	Total
-----------------------------	---------------------	------------------	------------------------	-------

	n		s incorporelles	
Solde à l'ouverture	11 006 830	226 100	54 006	11 286 936
Variation de périmètre				
Variation	(633 107)	104 000	(18 925)	(548 032)
Solde à la clôture	10 373 723	330 100	35 081	10 738 904

Note 3.2. : Immobilisations corporelles

Immobilisations brutes

Exercice clos le 31.12.2007	Immobilisations corporelles
Solde à l'ouverture	2 006 674
Variation de périmètre	
Variation	(25 078)
Ecart de change	(37 218)
Solde à la clôture	1 944 378

Amortissements

Exercice clos le 31.12.2007	Immobilisations corporelles
Solde à l'ouverture	1 265 787
Variation de périmètre	
Variation	94 806
Ecart de change	(28 276)
Solde à la clôture	1 332 317

Immobilisations nettes

Exercice clos le 31.12.2007	Immobilisations corporelles
Solde à l'ouverture	740 887
Variation de périmètre	
Variation	(119 884)
Ecart de change	(8 942)
Solde à la clôture	612 061

Note 3.3. : Immobilisations financières

Immobilisations brutes

Exercice clos le 31.12.2007	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Dépôts, cautionnements et divers	Total
Solde à l'ouverture	18 410	26 095	139 004	183 509
Variation de périmètre	(12 400)			(12 400)
Augmentation	2 052		36 633	38 685
Diminution			67 422	67 422
Solde à la clôture	8 062	26 095	108 215	142 372

Provisions

L'ensemble des provisions concerne la société 1000 Y UNA PILAS.

Exercice clos le 31.12.2007	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Dépôts, cautionnements et divers	Total
Solde à l'ouverture	6 010	26 095		32 105

Augmentation				
Diminution				
Solde à la clôture	6 010	26 095		32 105

Immobilisations nettes

Exercice clos le 31.12.2007	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Dépôts, cautionnements et divers	Total
Solde à l'ouverture	12 400		139 004	151 404
Variation de périmètre	(12 400)			(12 400)
Augmentation	2 052		36 633	38 685
Diminution			67 422	67 422
Solde à la clôture	2 052		108 215	110 267

Note 3.4. : Stocks

	31/12/2007	31/12/2006
Matières premières	234 863	278 422
Marchandises	5 848 539	5 140 589
Stocks bruts	6 083 402	5 419 011
Provision sur marchandises	45 192	74 309
Valeur nette stocks	6 038 210	5 344 702

Note 3.5. : Clients et comptes rattachés

	31/12/2007	31/12/2006
Brut	10 945 333	9 697 571
Provisions	468 619	486 563
Total net clients et comptes rattachés	10 476 714	9 211 008

Note 3.6. : Autres créances et comptes de régularisation

	31/12/2007	31/12/2006
Comptes courants débiteurs	1 006 364	602 605
Charges constatées d'avance	269 013	418 563
Autres créances	739 158	464 207
Impôt différé actif	95 029	98 994
Ecart de conversion actif		15 077
Total net des autres créances et comptes de régularisation	2 109 564	1 599 446

Note 3.7. : Valeurs mobilières de placement et disponibilités

	31/12/2007	31/12/2006
Valeurs mobilières		255 000
Soldes débiteurs de banque	1 483 270	1 086 110
Chèques et effets à l'encaissement	56 024	207 464
Caisses espèces	10 165	9 116
Total VMP et disponibilités	1 549 459	1 557 690

Note 3.8. : Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes de fusion	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Provisions	Ecart de conversion	Total Capitaux propres
Situation au 31/12/2005	2 210 510	1 672 332	(801 368)	520 391		(13 341)	3 588 524
Affectation du résultat N-1			230 391	(520 391)			(290 000)
Résultat de l'exercice				1 046 546			1 046 546

Autres mouvements	740		(164 133)			17 310	(146 083)
Provisions réglementées					27 612		27 612
Situation au 31/12/2006	2 211 250	1 672 332	(735 110)	1 046 546	27 612	3 969	4 226 599
Affectation du résultat N-1			900 296	(1 046 546)			(146 250)
Résultat de l'exercice				1 211 854			1 211 854
Autres mouvements			(20 208)			(53 756)	(73 964)
Augmentation de capital	762 500	6 096 967					6 859 467
Provisions réglementées					44 180		44 180
Situation au 31/12/2007	2 973 750	7 769 299	144 978	1 211 854	71 792	(49 787)	12 121 886

Note 3.9. : Passage du résultat social au résultat consolidé

	31/12/2007	31/12/2006
Cumul des résultats sociaux	3 247 341	3 396 321
Elimination dividendes	(1 407 620)	(1 879 298)
Dotation provisions pour charges	4 337	(5 521)
Dotation amortissements écarts d'acquisition	(633 107)	(485 347)
Impôts différés	897	20 391
Retraitement écarts de conversion comptes sociaux	6	
Résultat consolidé	1 211 854	1 046 546

Note 3.10. : Provisions pour risques et charges

	31/12/2007	31/12/2006
Provisions pour litiges	36 332	36 332
Provision pour charges financières		15 077
Provisions pour retraites	222 426	226 763
Provision pour restructuration		53 719
Total provision pour risques et charges	258 758	331 891

Note 3.11. : Emprunts et dettes financières

Ventilation par nature

	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 119 229	8 596 948
Concours bancaires courants	3 793 378	3 725 851
Intérêts courus non échus	93 698	108 861
Passif RJ	1 061 446	1 375 323
Dépôts et cautionnement reçus		4 955
Participation des salariés + intérêts	78 534	83 463
Total des emprunts et dettes financières	9 146 285	13 895 401

Ventilation par échéance

	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts et dettes a moins d'un an	5 006 847	8 614 350
Emprunts et dettes de 1 à 5 ans	3 710 867	4 423 908
Emprunts et dettes à plus de 5 ans	428 571	857 143
Total des emprunts et dettes financières	9 146 285	13 895 401

Note 3.12. : Autres dettes et comptes de régularisation

	31/12/2007	31/12/2006
Dettes fiscales	1 134 630	1 128 332
Dettes sociales	1 611 397	1 738 766
Comptes courants créditeurs	620 926	623 342
Autres dettes	156 906	152 990
Produits constatés d'avance	1 152 700	1 722 158

Ecart de conversion passif		787
Total des autres dettes et comptes de régularisation	4 676 559	5 366 375

Note 3.13. : Chiffre d'affaires

Ventilation par zones géographiques

	31/12/2007		31/12/2006	
	Chiffre d'affaires réalisé	% de chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires réalisé	% de chiffre d'affaires
France	29 683 809	69,5%	23 730 761	68,9%
Export	13 037 108	30,5%	10 701 187	31,1%
Chiffre d'affaires total	42 720 917	100,0%	34 431 948	100,0%

Ventilation par nature

	31/12/2007		31/12/2006	
	Chiffre d'affaires réalisé	% de chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires réalisé	% de chiffre d'affaires
Marchandises	41 743 171	97,7	33 704 653	97,9%
Services	977 746	2,3	727 295	2,1%
Chiffre d'affaires total	42 720 917	100,0%	34 431 948	100,0%

Contribution de chaque société

	31/12/2007		31/12/2006	
	Chiffre d'affaires réalisé	% de chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires réalisé	% de chiffre d'affaires
VDI	24 006 623	56,2%	21 046 533	61,1%
ALL BATTERIES	6 742 427	15,8%	5 812 025	16,9%
FOI	9 236 125	21,6%	6 031 018	17,5%
HMS	125 959	0,3%	242 698	0,7%
DHI	1 903 338	4,5%	1 299 674	3,8%
VDI BELGIUM	706 445	1,7%		
Chiffre d'affaires total	42 720 917	100,0%	34 431 948	100,0%

Note 3.14. : Ventilation des effectifs et charges de personnel

Effectifs	31/12/2007	31/12/2006
Employés	241	214
Techniciens/AM	11	14
Cadres	37	41
Total	289	269

Charges de personnel	31/12/2007	31/12/2006
Rémunération du personnel	7 898 866	6 060 591
Charges sociales	2 729 726	2 114 030
Total	10 628 592	8 174 621

Note 3.15. : Résultat d'exploitation

	31/12/2007	31/12/2006
Total des produits d'exploitation	43 046 372	34 723 826
Total des charges d'exploitation	39 739 299	32 146 544
Résultat d'exploitation	3 307 073	2 577 282

Note 3.16. : Résultat financier

	31/12/2007	31/12/2006
Gains de change	49 869	55 136
Produits financiers sur VMP	13 419	149 879
Autres produits financiers	81 316	59 953
Reprises provisions charges financières	15 077	8 931
Total des produits financiers	159 681	273 899
Intérêts et charges financières	507 826	558 492
Pertes de change	137 965	71 818
Provisions pertes de change		15 077
Total des charges financières	645 791	645 387
Résultat financier	(486 110)	(371 488)

Note 3.17. : Résultat exceptionnel

	31/12/2007	31/12/2006
Produits exceptionnels sur opération de gestion	128 750	386 193
Produits de cession des éléments d'actif	55 047	340
Reprises provisions pour charges exceptionnelles	53 719	87 455
Total des produits exceptionnels	237 516	473 988
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	123 669	365 059
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	119 921	10 596
Dotation provisions réglementées	44 180	27 612
Dotation provisions exceptionnelles		53 719
Total des charges exceptionnelles	287 770	456 986
Résultat exceptionnel	(50 254)	17 002

Eléments significatifs sur produits exceptionnels sur opération de gestion:

- Abandon créance banque :	85 976
- Indemnité litige fournisseur :	16 623

Eléments significatifs sur charges exceptionnelles sur opération de gestion:

- Frais d'introduction en bourse réalisée sur 01/2007:	41 741
- Contribution ASSEDIC licenciement salarié :	35 280
- Réorganisation logistique :	23 803
- Frais déménagement bureaux :	10 889

Note 3.18. : Impôts sur les sociétés

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Charge d'impôt courante	926 645	711 294
Charge d'impôt différée	(897)	(20 391)
Total	925 748	690 903

Note 3.19. : Rémunérations des dirigeants

Dirigeants	Fonctions	Rémunération au titre du mandat social	Rémunération au titre du contrat de travail
DUTEL Christian	Président du Directoire	4 478	Néant
David BUFFELARD	Directeur Général et membre du Directoire	Néant	110 138
Thierry BOUVAT	Directeur Général et membre du Directoire	Néant	114 705
Damien BUFFELARD	Membre du Directoire	Néant	124 269
Gérard THOUVENIN	Membre du Directoire	Néant	71 901
Fernand Luc BUFFELARD	Président du Conseil de Surveillance	Néant	Néant

Note 4. Engagements hors bilan

Type	Bénéficiaire	Objet	Montant
Nantissement en 1 ^{er} rang des fonds de commerce situés à Dardilly, Corbas, Lyon, Villeurbanne, Saint Egrève et Paris11	SG	Garantie sur emprunt	342 857
Nantissement en 1 ^{er} rang des actions de FRANCE OUATE INDUSTRIE, des actions de DOM HYGIENE INDUSTRIE et de 90% des parts sociales de HYGIENE MEDICALE SERVICES	SG	Garantie sur emprunt	1 285 714
Garantie de cession de créances professionnelles	SG	Garantie sur crédit de trésorerie	1 000 000
Nantissement en 1 ^{er} rang des fonds de commerce situés à Dardilly, Corbas, Lyon, Villeurbanne, Saint Egrève et Paris 11	Banque Rhône Alpes	Garantie sur emprunt	342 857
Nantissement en 1 ^{er} rang du fonds de commerce situé à Paris 13	Banque Rhône Alpes	Garantie sur emprunt	128 107
Garantie de cession de créances professionnelles	Banque Rhône Alpes	Garantie sur découvert	1 000 000
Nantissement en 1 ^{er} rang des fonds de commerce situés à Dardilly, Corbas, Lyon, Villeurbanne, Saint Egrève et Paris 11	BNP-PARIBAS	Garantie sur emprunt	342 857
Nantissement en 1 ^{er} rang des actions de FRANCE OUATE INDUSTRIE, des actions de DOM HYGIENE INDUSTRIE et de 90% des parts sociales de HYGIENE MEDICALE SERVICES	BNP-PARIBAS	Garantie sur emprunt	1 285 714
Nantissement en 1 ^{er} rang des fonds de commerce situés à Dardilly, Corbas, Lyon, Villeurbanne, Saint Egrève et Paris 11	OSEO	Garantie sur emprunt	342 858

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société VDI GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes :

- « Faits caractéristiques de la société », cette dernière précise les modalités de l'augmentation de capital de la société, son introduction sur le marché Alternext. Elle précise également que la proportion de rectification fiscale de FRANCE OUATE INDUSTRIE étant contestée, aucune provision pour risque n'a été comptabilisée à ce titre sur l'exercice.

- « Permanence de méthodes », cette note précise que la modification des conditions générales de vente de FRANCE OUATE INDUSTRIE et la mise en place de stocks de consignation pour les clients a eu un impact sur les modalités de comptabilisation du chiffre d'affaires.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté notamment sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations retenues et plus précisément le correct traitement des comptes lié au changement de méthode de comptabilisation du chiffre d'affaires lié aux modifications des conditions générales de vente de FRANCE OUATE INDUSTRIE, la justification de l'absence de provision pour risque concernant la rectification fiscale de FRANCE OUATE INDUSTRIE et l'information donnée sur ces éléments dans l'annexe des comptes.

Nos travaux d'appréciation du montant de ces écarts d'acquisition ont porté sur les modalités retenues et l'évaluation qui en résulte.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Roanne, le 17 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

GVGM AUDIT


Olivier ARTHAUD


Pascal GENEVRIER

Comptes annuels sociaux relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2007

Bilan

BILAN ACTIF

En €

	31-déc-07		31/12/2006	
	Brut	Amort/Prov	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement				
Concessions, brevets et droits similaires	90 397	61 088	29 308	33 014
Fonds commercial	3 349 554		3 349 554	3 245 554
Autres immobilisations incorporelles	38 123	33 623	4 500	4 499
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage ind.	157 118	111 644	45 473	50 287
Autres immobilisations corporelles	966 774	597 240	369 533	343 171
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations	13 810 395	6 009	13 804 386	13 752 486
Créances rattachées à des participations	26 095	26 095		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	65 264		65 264	59 030
Total actif immobilisé	18 503 723	835 702	17 668 020	17 488 044
ACTIF CIRCULANT				
Matières premières, approvisionnements	234 852		234 852	160 428
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 232 162	45 191	5 186 970	3 457 435
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	7 016 739	355 165	6 661 574	4 584 667
Autres créances	1 563 419		1 563 419	1 253 099
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	584 226		584 226	549 212
Charges constatées d'avance	91 840		91 840	95 278
Total actif circulant	14 723 250	400 356	14 322 893	10 100 121
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	24 315		24 315	15 076
TOTAL GENERAL	33 251 290	1 236 059	32 015 230	27 603 242

BILAN PASSIF avant répartition

En €	31/12/2007	31/12/2006
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel dont versé	2 973 750	2 211 250
Prime d'émission, de fusion, d'apport	7 769 298	1 672 331
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	221 125	67 807
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours		
Autres réserves dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants	1 644 959	64 627
Report à nouveau	602 985	602 985
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 832 466	1 879 900
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	71 791	27 612
TOTAL I	15 116 377	6 526 514
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL II		
Provisions pour risques	24 315	15 076
Provisions pour charges		
TOTAL III	24 315	15 076
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	7 881 485	12 084 114
Emprunts et dettes financières divers	2 086 431	2 938 387
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 974 841	3 366 886
Dettes fiscales et sociales	1 781 383	1 271 376
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	150 389	1 395 143
Produits constatés d'avance		4 955
TOTAL IV	16 874 531	21 060 864
Ecart de conversion passif	TOTAL V	6
TOTAL GENERAL (I à V)	32 015 230	27 603 242
RENVOIS		
Ecart de réévaluation incorporé au capital		
dont réserve spéciale de réévaluation (1959)		
dont écart de réévaluation libre		
dont réserve de réévaluation (1976)		
Dont réserve réglementée des plus-values à long terme		
Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	12 919 851	17 032 687
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP	2 808 664	2 606 522

Compte de résultat

En €

	Exercice 31/12/2007			Exercice 31/12/2006
	France	Export	Total	
Vente de marchandises	22 384 302	3 521 592	25 905 894	20 797 066
Production vendue de biens				
Production vendue services	1 380 098	228 868	1 608 966	779 153
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	23 764 400	3 750 460	27 514 860	21 576 220
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			119 747	117 257
Autres produits (1) (11)			41 779	68 197
PRODUITS D'EXPLOITATION			27 676 387	21 761 674
Achat marchandises (y compris droits de douane)			15 981 830	10 981 154
Variation de stocks (marchandises)			(1 718 958)	11 687
Achats de matières 1 ^{ères} et autres approvisionnements (compris droits douane)			345 181	259 221
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)			(74 434)	(24 987)
Autres achats et charges externes			5 736 665	4 406 176
Impôts, taxes et versements assimilés			338 782	268 657
Salaires et traitements			3 715 507	3 162 698
Charges sociales (10)			1 651 684	1 385 667
Dotations d'exploitation				
Sur immobilisations: dotations aux amortissements			151 477	127 527
Sur immobilisations: dotations aux provisions				
Sur actif circulant: dotations aux provisions			76 240	111 706
Pour risques et charges: dot. aux provisions				
Autres charges (12)			104 324	101 262
CHARGES D'EXPLOITATION			26 308 301	20 790 771
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 368 086	970 903
Opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participations (5)			1 438 025	1 885 232
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			27 154	1 174
Reprises sur provisions et transferts de charges			15 076	8 931
Différences positives de change			49 388	55 135
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 529 644	1 950 474
Dotations financières aux amortissements et provisions			24 315	15 076
Intérêts et charges assimilées (6)			576 514	581 639
Différences négatives de change			92 918	70 368
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			693 748	667 085
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			835 895	1 283 389
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I-II+III-IV+V+VI)			2 203 982	2 254 292
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion			18 123	
Sur opérations en capital			1 734	150

Reprises, provisions et transfert de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	19 857	150
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	67 758	286 426
Sur opérations en capital	1 781	10 284
Dotations aux amortissements et provisions	44 179	27 612
CHARGES EXCEPTIONNELLES	113 719	324 323
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(93 861)	(324 173)
Participation des salariés au résultat		
Impôts sur les bénéfices	277 654	50 219
Total des produits	29 225 890	23 712 298
Total des charges	27 393 423	21 832 398
BENEFICE OU PERTE	1 832 466	1 879 900

RENOIS				
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme	27 598	30 667		
(2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs,				
(3) dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier				
(4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs				
(5) dont produits concernant les entreprises liées				
(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général				
(9) dont transfert de charges				
(10) dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)				
(11) dont produits redevances pour concessions de brevets, licences				
(12) dont charges redevances pour concessions de brevets, licence				
(13) dont primes et coti : facultative (A6) obligatoires (A9)				
(7) détail des produits et charges exceptionnels (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)			Exercice N	
			Charges exc.	Prod. Except.
	113 719	19 857		

(7) détail des produits et charges exceptionnels	Charges Exc.	Produits Exc.
Frais d'introduction en Bourse	41 741	
Intérim sur réorganisation stock	23 803	
Pénalités litige fournisseur	1 706	
Pénalités retard livraison clients	111	
Créance irrécouvrable	397	
VNC cession immobilisations	1 781	
Indemnité litige fournisseur		16 623
Indemnité client		1 500
Produit cession immobilisations		1 734
Dotations amortissements dérogatoires	44 179	

ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Règles et méthodes comptables

Les comptes sont établis en conformité avec les dispositions du code de commerce (articles L123-12 à L123-28) du PCG et des règlements CRC 1999-03, CRC 2002-10 et CRC 2004-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases ci-après :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire sur une période de 12 mois.

B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisitions des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

-Matériels, outillages :	3 à 10 ans
-Agencements, installations générales :	5 à 10 ans
-Matériel de bureau et informatique :	3 ans
-Mobilier de bureau :	4 à 10 ans

C. Participations

La valeur brute est constituée par le coût d'achat auquel se rajoute les frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

D. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat a été retenu, sauf écart significatif.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation des stocks est constituée, égale à la différence entre la valeur de réalisation estimée et la valeur brute.

A la suite de la réorganisation logistique du groupe, la société VDI GROUP a acquis l'intégralité des stocks de la société France OUATE INDUSTRIE (443 046 €) au 31/05/2007 et de la société DOM HYGIENE INDUSTRIE (692 266 €) au 31/12/2007.

E. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'un risque de non recouvrement existe.

F. Provisions réglementées.

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent à l'amortissement dérogatoire des frais d'acquisition de titres de participations.

G. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en «écart de conversion».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

H. Faits caractéristiques de la société

Le 9 janvier 2007, la société VDI GROUP a réalisé une augmentation de capital de 762 500 € par création de 1 250 000 actions libérées intégralement en numéraire.

La prime d'émission liée à cette augmentation de capital s'est élevée à un montant de 6 237 500 €. Après imputation des frais d'augmentation de capital, le montant net de la prime d'émission s'établit à 6 096 967 €.

Après cette augmentation de capital, le capital social est divisé en 4 875 000 actions de 0,61 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Le 22 janvier 2007, les titres de la société VDI GROUP ont été introduits sur le marché Alternext d'Euronext Paris.

L'admission sur le marché Alternext a eu lieu par cotation directe sans offre au public.

A compter du 1^{er} janvier 2007, la société VDI GROUP a opté pour le régime d'intégration fiscale et s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les résultats dans le périmètre constitué par elle-même et par sa filiale FRANCE OUATE INDUSTRIE.

La société VDI GROUP fait l'objet d'un contrôle fiscal concernant la période du 01/01/2004 au 31/12/2006. Aucune notification de redressement n'a été transmise.

Immobilisations

ETABLI EN EURO	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
		par réévaluation	Acquisitions, créations, apports et virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	3 347 582		130 493
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions			
sur sol propre			
sur sol d'autrui			
installations générales, agencements			
Installations techniques, matériel et outillage ind.	140 382		16 735
Autres immobilisations corporelles			
installations générales, agencements	489 013		66 977
matériel de transport			
matériel de bureau et informatique, mobilier	352 489		60 895
emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			

Total III	981 885		144 607
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	13 784 590		51 900
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	59 030		10 033
Total IV	13 843 621		61 933
Total général (I+II+III+IV)	18 173 089		337 035

ETABLI EN EURO	Par virements	Par cessions	Valeur fin d'exercice	Réévaluation légale
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			3 378 075	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions - sur sol propre				
- sur sol d'autrui				
- installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage ind.			157 118	
Installations générales, agencements			555 991	
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	2 601		410 783	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III		2 601	1 123 892	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			13 836 490	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		3 800	65 264	
Total IV		3 800	13 901 755	
Total général (I+II+III+IV)		6 401	18 503 723	

Amortissements

ETABLI EN EURO	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant début exercice	Dotations	Reprises	Montant fin exercice
Immobilisations amortissables				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	64 513	30 198		94 712
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions - sur sol propre				
sur sol d'autrui				
installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage ind.	90 095	21 549		111 644
Installations générales, agencements	284 779	54 271		339 051
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier	213 551	45 456	819	258 189
Emballages récupérables et divers				

Total III	588 426	121 278	819	708 885
Total général (I+II+III)	652 940	151 476	819	803 597

Provisions au 31.12.2007

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions: reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires	27 612	44 179		71 791
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 01.01.1992				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 01.01.1992				
Provisions prêts installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I	27 612	44 179		71 791
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	15 076	24 315	15 076	24 315
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	15 076	24 315	15 076	24 315
Provisions pour dépréciation				
sur immobilisations				
-incorporelles				
-corporelles				
-titres mis en équivalence				
-titres de participations				
-autres immobilisations financières	32 104			32 104
sur stocks en cours	55 767	12 856	23 432	45 191
sur comptes clients	360 495	63 382	68 713	355 165
autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	448 368	76 239	92 145	432 461
Total général (I+II+III)	491 056	144 734	107 222	528 569
Dont dotations et reprises				
	d'exploitation	76 240	92 148	
	financières	24 315	15 076	
	exceptionnelles	44 179		

Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETABLI EN EURO	Montant brut	A 1 an au +	A plus de 1 an
Etat des créances			
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	26 095		26 095
Prêts			
Autres immobilisations financières	65 264		65 264
De l'actif circulant			
clients douteux ou litigieux	473 005	473 005	
Autres créances clients	6 543 733	6 543 733	
créance représentative des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	11 245	11 245	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	200	200	
Etat et autres collectivités publiques			
impôts sur les bénéfices			
taxe sur la valeur ajoutée	251 036	251 036	
autres impôts, taxes et versements assimilés			
divers			
Groupe et associés	1 194 370	1 194 370	
Débiteurs divers	106 566	106 566	
Charges constatées d'avance	91 840	91 840	
Total des créances	8 763 358	8 671 998	91 359
Montant des prêts accordés au cours d'exercice	647 717		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	315 250		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au +	A plus de 1 an et 5 ans au +	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à 1 ans max à l'origine	3 808 664	3 808 664		
- à plus de 1 an à l'origine	4 072 820	796 674	2 847 574	428 571
Emprunts et dettes financières divers	119 217	40 684	78 533	
Fournisseurs et comptes rattachés	4 974 841	4 974 841		
Personnel et comptes rattachés	607 237	607 237		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	428 756	428 756		
Impôts sur les bénéfices	207 387	207 387		
Taxe sur la valeur ajoutée	357 492	357 492		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	180 510	180 510		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 967 214	1 367 214	600 000	
Autres dettes	150 389	150 389		
Dettes représentatives des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total des dettes	16 874 531	12 919 851	3 526 108	428 571
Emprunts souscrits en cours d'exercice	130 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	4 534 772			

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

ETABLI EN EURO POSTE DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes, créances représ. par effets de comm.
	Liées	Lien participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Participations	13 804 386	100	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	647 973	100	
Autres créances	1 032 969	100	
Capital souscrit, appelé et non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	1 966 414	100	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	830 414	100	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	24 566	100	
Produits de participation	1 407 620	100	
Autres produits financiers			
Charges financières	78 275	100	

Fonds commercial

ETABLI EN EURO Eléments du fonds de commerce	Montant	31/12/2006 Observations (achetés, réévalués, reçus en apport)
DROITS AU BAIL	306 757	ELEMENTS ACHETES
FONDS INDUSTRIELS	276 224	ELEMENTS ACHETES
ELEMENTS REEVALUES	2 766 573	ELEMENTS REEVALUES
TOTAL AU BILAN	3 349 554	

Produits à recevoir

ETABLI EN EURO <i>Montants de produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan</i>	31/12/2007 <i>Montant</i>
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	217 302
Autres créances	101 763
TOTAL	319 065

Charges à payer

ETABLI en EURO <i>Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan</i>	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	50 675
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 734 722
Dettes fiscales et sociales	661 466
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	144 671
TOTAL DES CHARGES A PAYER	2 591 534

Charges et produits constatés d'avance

ETABLI EN EURO <i>Nature</i>	<i>Charges</i>	<i>Produits</i>
Charges et produits d'exploitation	91 840	
Charges et produits financiers		
Charges et produits exceptionnels		
TOTAL	91 840	

Composition du capital social

ETABLI EN EURO <i>Rubriques</i>	<i>Nombre</i>	<i>Valeur nominale</i>
1- Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	3 625 000	
2- Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	1 250 000	
3- Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4- Action sou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	4 875 000	

Valeur nominale de chaque action : 0,61€

Ventilation du chiffre d'affaires

ETABLI EN EURO <i>Répartition par nature</i>	Montant	
	31/12/2007	31/12/2006
Ventes de produits finis		
Ventes de produits intermédiaires		
Ventes de produits résiduels		
Travaux		
Etudes		
Prestations de services	692 840	132 092
Ventes de marchandises	25 905 894	20 797 066
Produits des activités annexes	916 126	647 061
Total	27 514 860	21 576 220

Répartition par marché géographique	Montant	
	31/12/2007	31/12/2006
Ventes en France		
Produits finis, intermédiaires & résiduels		
Etudes & Travaux		
Prestations de services	611 160	132 092
Marchandises & activités annexes	23 153 240	18 660 375
Ventes à l'étranger		
Produits finis, intermédiaires & résiduels		
Etudes & Travaux		
Prestations de services	81 680	
Marchandises & activités annexes	3 668 780	2 783 753
Total	27 514 860	21 576 220

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ETABLI EN EURO <i>Ventilation de l'impôt sur les bénéfices</i>	Résultat avant impôt	Taux	Impôt
Taux d'imposition à l'IS			
Résultat courant	2 203 981	33.33%	804 873
Résultat exceptionnel (y compris participation)	-93 861	33.33%	-31 283
Résultat comptable	1 832 466	33.33%	277 654
Détail de l'impôt sur le résultat courant	Base	Taux	Impôt
Résultat courant	2 203 981	33.33%	804 873
Réintégrations :			
Amortissements excédentaires	30 748	33.33%	10 248
Taxe sur les véhicules de sociétés	18 963	33.33%	6 320
ORGANIC 2007	43 337	33.33%	14 444
Déductions :			
ORGANIC 2006	34 804	33.33%	11 600
Dividendes	1 335 400	33.33%	445 088
Frais augmentation de capital	210 800	33.33%	70 259
Total	716 025	33.33%	308 937
Détail de l'impôt exceptionnel	Base	Taux	Impôt
Nature :			
Frais d'introduction en bourse, réorganisation stock, amortissements dérogatoires	- 93 861	33.33%	-31 283
Total	- 93 861	33.33%	-31 283

Engagements financiers

ETABLI EN EURO	
Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions :	
Engagement retraite	128 472
Engagements « droit individuel à la formation »	8 199
Autres engagements donnés :	
TOTAL	136 671

Commentaires :

Le montant des engagements retraite a été valorisé sur la base des indemnités de départ en retraite prévues par la Convention Collective des Commerce de Gros, en tenant compte de la probabilité de vie du personnel jusqu'à l'âge de la retraite.

Ces droits des salariés ont été évalués à partir du salaire, de l'âge et de l'ancienneté de chaque salarié et en prenant en considération les coefficients de rotation par tranche d'âge de l'ensemble du personnel.

Le montant des engagements « droit individuel à la formation » a été valorisé pour chaque salarié sur la base d'une allocation égale à 50% de la rémunération horaire nette de l'intéressé en tenant compte de ses droits acquis

Dettes garanties par des sûretés réelles

ETABLI EN EURO		
Nature	Montants garantis	Montants des sûretés
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts & dettes auprès de établissements de crédit	4 070 964	4 070 964
Emprunts & dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Autres garanties données à détailler :		
TOTAL	4 070 964	4 070 964

Commentaires :

Voir détail des engagements sur la page "Informations complémentaires".

Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres	Montant
Des organes d'administration	4 478
Des organes de direction	296 744
Des organes de surveillance	
Commentaires :	
<i>Rémunération au titre d'un mandat social</i>	
- Christian Dutel	4 478
<i>Rémunération au titre d'un contrat de travail :</i>	
- Thierry Bouvat	114 705
- David Buffelard	110 138
- Gérard Thouvenin	71 901

Effectif moyen

31/12/2007

Nature	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	33	
Agents de maîtrise et techniciens	11	
Employés	108	
Ouvriers		
TOTAL	152	
<i>Le personnel mis à disposition de l'entreprise comprend le personnel intérimaire ainsi que le personnel détaché ou prêté.</i>		

Au 31/12/2007, l'effectif "équivalent temps plein" est de 128.

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

ETABLI EN EURO						31/12/2007
<i>Nature des indications</i>	<i>Exercice N-4</i>	<i>Exercice N-3</i>	<i>Exercice N-2</i>	<i>Exercice N-1</i>	<i>Exercice N</i>	
Capital en fin d'exercice						
Capital social	2 210 510	2 210 510	2 210 510	2 211 250	2 973 750	
Nombre des actions ordinaires existantes	145000	14500000	14500000	3625000	4875000	
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes						
Nombre maximal d'actions futures à créer						
- Par conversion d'obligations						
- Par exercice de droits de souscription						
Opérations et résultats de l'exercice						
Chiffre d'affaires hors taxes	16 752 605	17 884 924	19 362 712	21 576 220	27 514 860	
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	378 594	1 050 551	1 162 242	2 116 520	2 299 108	
Impôts sur les bénéfices		216 418	235 365	50 219	277 654	
Participation des salariés dûe au titre de l'exercice		46 592	58 336			
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	250 295	574 586	643 331	1 879 900	1 832 466	
Résultat distribué			290 000	146 250		
Résultats par action						
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et prov.	2	0	0	0	0	
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1	0	0	0	0	
Dividendes attribués à chaque action			0	0		
Personnel						
Effectif moyen des salariés empl. pendant l'exercice	124	127	129	138	152	
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 707 658	2 725 610	2 839 355	3 162 698	3 715 507	
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (séc. sociale, oeuvres sociales)	1 115 113	1 207 476	1 266 049	1 385 667	1 651 684	

Projet d'affectation du résultat

ETABLI EN EURO	31/12/2007
Bénéfice net	1 832 466
Report à nouveau antérieur	602 985
Bénéfice à répartir	2 435 451
Répartition	
Réserve légale	76 250
Autres réserves	1 363 790
Dividendes à distribuer	195 000
Report à nouveau	800 411
TOTAL	2 435 451
Différence d'affectation	- 0

Informations complémentaires

DETAIL DES DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Engagements en faveur de la SOCIETE GENERALE

En garantie de l'emprunt de 342 857 € (montant d'origine: 600 000 €)

- nantissement en 1er rang des fonds de commerce situés à Dardilly, Corbas, Lyon, Villeurbanne, Saint Egrève et Paris 11.

En garantie de l'emprunt de 1 285 714 € (montant d'origine: 1 500 000 €)

- nantissement en 1er rang des actions de FRANCE OUATE INDUSTRIE, des actions de DOM HYGIENE INDUSTRIE et de 90% des parts sociales de HYGIENE MEDICALE SERVICE

- Garantie de cession de créances professionnelles à hauteur de 1 000 000 €

Engagements en faveur de la BANQUE RHONE ALPES

En garantie de l'emprunt de 342 857 € (montant d'origine: 600 000 €)

- nantissement en 1er rang du fonds de commerce situés à Dardilly, Corbas, Lyon, Villeurbanne, Saint Egrève et Paris 11.

En garantie de l'emprunt de 128 107 € (montant d'origine: 130 000 €)

- nantissement en 1er rang du fonds de commerce situés à Paris 13.

- Garantie de cession de créances professionnelles à hauteur de 1 000 000 €

Engagements en faveur de la BNP - PARIBAS

En garantie de l'emprunt de 342 857 € (montant d'origine: 600 000 €)

- nantissement en 1er rang des fonds de commerce situés à Dardilly, Corbas, Lyon, Villeurbanne, Saint Egrève et Paris 11.

En garantie de l'emprunt de 1 285 714 € (montant d'origine: 1 500 000 €)

- Nantissement en 1er rang des actions de FRANCE OUATE INDUSTRIE, des actions de DOM HYGIENE INDUSTRIE et de 90% des parts sociales de HYGIENE MEDICALE SERVICE

Engagements en faveur de OSEO

En garantie de l'emprunt de 342 858 € (montant d'origine: 600 000 €)

- nantissement en 1er rang des fonds de commerce situés à Dardilly, Corbas, Lyon, Villeurbanne, Saint Egrève et Paris 11.

VENTILATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Frais d'introduction en Bourse	41 741	
Intérim sur réorganisation stock	23 803	
Pénalités litige fournisseur	1 706	
Pénalités retard livraison clients	111	
Créance irrécouvrable	397	
VNC cession immobilisations	1 781	
Indemnité litige fournisseur		16 623
Indemnité client		1 500
Produit cession immobilisations		1 734
Dotation amortissements dérogatoires	44 179	

Liste des filiales et participations

Informations financières	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part (du capital détenue (en pourcentage))	Valeur comptable des titres détenus		Pris et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avoirs donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital										
1. Filiales (détenues à + de 50%)										
ALL BATTERIES	136 351	359 717	100.00%	3 019 189	3 019 189	208 420		6 997 329	124 282	208 420
FRANCE QUATE INDUSTRIE	912 000	1 524 164	100.00%	8 099 088	8 099 088			9 985 669	1 023 067	1 199 200
HYGIENE MEDICALE SERVICE	15 245	- 261 190	90.00%	129 009	129 009			311 775	15 893	
DOM HYGIENE INDUSTRIE	80 000	940 222	100.00%	2 492 801	2 492 801			2 595 604	91 198	
VDI BELGIUM	18 600	136 910	100.00%	12 400	12 400			706 445	136 910	
POWER TRADE FRANCE	7 500	13 355	100.00%	7 500	7 500			194 062	13 355	
ENIX OCEAN INDIEN	7 500	-1 066	100.00%	7 400	7 400				-1 066	
VDI ENERGIE AUTONOME	37 000		100.00%	18 500	18 500					
VDI HOMME ET TRAVAIL	37 000		100.00%	18 500	18 500					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital										

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société VDI GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits caractéristiques de la société » de l'annexe. Cette note précise entre autre les modalités de l'augmentation de capital de la société, son introduction sur le marché Alternext.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « liste des filiales et participations » de l'annexe décrit les immobilisations financières détenues par votre société. Nos travaux ont consisté à apprécier les éléments pris en considération pour les estimations des valeurs d'inventaire et à vérifier, le cas échéant, le calcul des provisions pour dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
- La sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en

leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

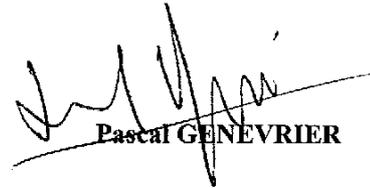
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Roanne, le 17 mars 2008

Les Commissaires aux comptes

GVGM AUDIT


Olivier ARTHAUD


Pascal GENEVRIER

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L.225-68, alinéa 7, du Code du Commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil de Surveillance au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007,
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

I – CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Préalablement nous vous rappelons que votre société a adopté la forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance le 18 avril 2006.

Le conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil de Surveillance était composé, au cours de l'exercice 2007, de 3 membres :

Nom des membres du Conseil de Surveillance	Fonctions	Date de désignation	Date d'expiration des fonctions
Monsieur Fernand-Luc BUFFELARD	Président	AGE 18/04/06 CS 18/04/06	AGOA 2012
Monsieur Roland TCHENIO	Vice-président	AGE 18/04/06 CS 18/04/06	AGOA 2012
Madame Hélène BUFFELARD	Membre	AGE 18/04/06	AGOA 2012

A – CONDITIONS DE PREPARATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Les Travaux du Conseil sont préparés sur la base des éléments communiqués par le Directoire qui adresse à chacun des membres du Conseil de Surveillance les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et en particulier les documents suivants préalablement à toute réunion :

- Etat de la trésorerie et prévisionnel,
- Chiffres clés et prévisionnels de résultats de la Société et des filiales,
- Budget,
- Rapports trimestriels,
- Opérations et actions en cours ou envisagées, le cas échéant.

Les membres du Conseil peuvent à cette occasion demander que soient communiquées toutes informations ou documents complémentaires préalablement ou à l'occasion des réunions du Conseil au cours desquels le Président du Directoire est en outre invité à commenter ces documents.

Hors séance du Conseil, les membres reçoivent régulièrement toutes les informations importantes concernant le Société que le Directoire juge utile de leur communiquer.

Le Conseil de Surveillance n'est pas assisté de comités.

B – CONDITIONS D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Le Président organise les travaux du Conseil dont le fonctionnement n'est pas régi par un règlement intérieur. Aux réunions trimestrielles du Conseil s'ajoutent éventuellement des séances dont la tenue est justifiée par la marche des affaires.

1. Convocation

Le Conseil de Surveillance se réunit sur convocation de son Président ou de son vice-président aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

La convocation peut être faite par tous les moyens, même verbalement, sans exigence de délai.

2. Réunion

Les réunions ont traditionnellement lieu au siège social.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil s'est réuni en séance plénière à quatre reprises en mars, juin, septembre et décembre 2007.

A chaque Conseil au moins deux membres du Conseil de Surveillance sur trois étaient présents ainsi que Mr Christian DUTEL, Président du Directoire et Mr Gérard THOUVENIN membre du Directoire, un membre du Conseil de Surveillance étant excusé.

3. Comptes-rendus de séances

Le procès-verbal de chaque réunion est soumis par le Président à l'approbation du Conseil suivant. Il est retranscrit dans le registre des procès-verbaux après signature du Président et d'un membre du Conseil de Surveillance.

II – PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

La Société applique des procédures de contrôle interne visant à prévenir et à maîtriser les risques résultant de son activité et les risques d'erreur ou de fraude, en particulier dans les domaines comptable et financier. Cependant comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Ces procédures de contrôle reposent sur les fondements principaux suivants :

- la reconnaissance de la pleine responsabilité des dirigeants des sociétés du groupe
- un système de reporting commercial et financier régulier

Les acteurs privilégiés du contrôle interne sont :

- le Directoire,
- le Directeur Financier,
- le Conseil de Surveillance.

Mise en place de programmes de contrôle au niveau du Directoire

Les données comptables et budgétaires mensuelles sont examinées et analysées en commun par le Président du Directoire et les services financiers de la société.

L'outil interne de suivi des données commerciales et financières permet à la direction d'avoir un suivi en temps réel des différentes étapes commerciales menant à la réservation des produits commercialisés.

Des réunions d'analyses et d'évaluation sont organisées, avec les responsables des différents services de l'entreprise au cours desquelles sont effectuées des revues budgétaires et des revues stratégiques (annuellement ou autant que besoin). Les programmes d'investissement sont définis par le Directoire après consultation de ces responsables.

Le Directoire, en collaboration avec ses avocats, assure le traitement des dossiers et/ou contentieux de la Société susceptibles de générer des risques significatifs.

L'organisation en terme d'information est centralisée au niveau de la Société VDI Group SA.

Les services comptables de VDI Group s'assurent régulièrement de la bonne tenue de la comptabilité de ses filiales par des travaux sur place.

En particulier, les engagements de dépenses, les règlements fournisseurs et les émissions de moyens de règlement font l'objet d'une validation par le Directeur Financier.

L'établissement des bulletins de paie donne lieu à des documents validés par chaque Directeur concerné.

En matière d'informations financières et comptables, la gestion de la trésorerie fait l'objet d'un suivi quotidien notamment par magasin et par marque.

La comptabilité est tenue par centre opérationnel.

Des budgets sont établis chaque année par les différentes divisions.

Des suivis hebdomadaires et mensuels des comptes d'exploitation par division sont remis et examinés par le Président du Directoire.

Un plan de trésorerie par période de 3 mois est présenté chaque mois au Président du Directoire.

Les comptes sociaux et consolidés sont établis par les services financiers de la société sous la supervision du Président du Directoire et font l'objet d'un audit annuel des Commissaires aux Comptes.

D'une manière générale, toute l'information financière du groupe ainsi que le suivi des éventuels engagements hors bilan et des actifs, sont élaborés par les services financiers de la société, sous le contrôle du Directoire, la validation finale étant du ressort du Conseil de Surveillance.

Mise en place de procédures de contrôle au niveau opérationnel

Le contrôle interne est effectué au moyen de méthodes adéquates définies par la direction générale, et précisées en détail pour chaque activités. Ces méthodes sont adaptées aux spécificités desdites activités.

Mise en place de procédures de prévention de la fraude

L'un des risques tient au maniement des espèces.

Seuls les magasins de VDI Group peuvent être amenés à encaisser des espèces. La prévention des détournements s'opère notamment grâce à un logiciel de gestion interfacé avec le stock et la comptabilité. Par ailleurs des inventaires physiques réguliers viennent en plus de l'inventaire permanent.

Analyses des faiblesses des procédures de contrôle interne et exposé des mesures arrêtées pour y remédier

Le Conseil de Surveillance n'a pas identifié de risques particuliers mais note toutefois que la centralisation sur le site de Corbas à compter du mois de mai 2007 de la gestion des stocks de la filiale France Ouate Industrie est un facteur d'amélioration du contrôle interne.

Dardilly le 15 mars 2008

Le Président du Conseil de Surveillance
Fernand-Luc BUFFELARD

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE DE LA SOCIETE VDI GROUP POUR CE QUI CONCERNE LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société VDI GROUP et en application des dispositions de l'article L.225.235 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

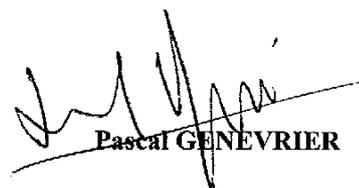
Sur les bases de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du directoire établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Fait à Roanne, le 17 mars 2008

Les Commissaires aux comptes

GVGM AUDIT


Olivier ARTHAUD


Pascal GENEVRIER

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

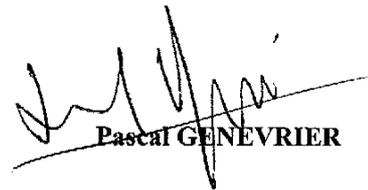
Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L.225-86 du Code de commerce.

Fait à Roanne, le 17 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

GVGM AUDIT


Olivier ARTHAUD


Pascal GENEVRIER

TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 AVRIL 2008

Première résolution. — L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance, du rapport du Président du conseil de surveillance prévu à l'article L. 225-168 du Code de commerce et du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2007, tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels se traduisent par un bénéfice net de 1 832 466 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 30 748 € et qui ont donné lieu à une imposition de 10 249 €.

En conséquence, elle donne quitus aux membres du directoire et du conseil de surveillance de la Société pour l'exécution de leurs mandats pour ledit exercice.

Deuxième résolution. — L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire sur la gestion du Groupe inclus dans le rapport de gestion ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve lesdits comptes consolidés à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2007, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes, lesquels font ressortir un bénéfice net consolidé part du groupe après amortissement des écarts d'acquisition de 1 211 854 €.

Troisième résolution. — L'Assemblée générale approuve la proposition du Directoire et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 1 832 466 € de la manière suivante :

- A la réserve légale: 76 250 € ;
- A titre de dividendes aux actionnaires: 195 000 € soit par action : 0,04 € ;
- Le solde en totalité au poste « Autres réserves », soit : 1 561 216 €.

Les dividendes seront mis en paiement le 15 mai 2008.

Lorsque les bénéficiaires sont des **personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France**, conformément à l'article 158-3-2° du Code général des impôts (modifié par la Loi de Finances pour 2008) la totalité des sommes distribuées et payées en 2008 est, **au choix** dudit bénéficiaire, éligible :

— soit à l'imposition sur le revenu au barème progressif après réfaction de 40% prévue au 2° de l'article 158-3 du code général des impôts, outre les prélèvements sociaux de 11% (CSG, CRDS, prélèvement social de 2% et contribution additionnelle à ce prélèvement).

— soit, au prélèvement forfaitaire libératoire de l'impôt sur le revenu, au taux de 18% prévu à l'article 117 quater-I-1 du même code au lieu et place de l'impôt progressif sur le revenu, outre les prélèvements sociaux sus-visés, à condition de formuler expressément leur option, auprès de la **Société Générale, service des assemblées BP 81236, 32 rue du Champ de tir, 44312 Nantes cedex 03, au plus tard avant l'encaissement du dividende**. Elle est irrévocable pour cet encaissement. Cette option fait notamment perdre (i) le bénéfice de l'abattement de 40% pour tous les autres dividendes perçus par le contribuable au cours de la même année, (ii) ainsi que le droit à l'abattement fixe annuel de 1 525 € pour les contribuables célibataires, divorcés, veufs, mariés soumis à imposition séparée et de 3 050 € pour les contribuables mariés soumis à une imposition commune ou liés par un Pacs soumis à imposition commune (en application des dispositions de l'article 158-3-5° du Code Général des Impôts). En cas d'exercice de ladite option pour le prélèvement libératoire, le montant distribué sera minoré de ce même prélèvement libératoire.

Les autres bénéficiaires et les personnes morales ne bénéficient ni de l'abattement susvisé ni de l'option pour le prélèvement libératoire.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale prend acte que les sommes distribuées à titre de dividende, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

	Exercice 31/12/2004	Exercice 31/12/2005	Exercice 31/12/2006
Nombre d'actions	14 500.000	14 500 000	4 875 000
Dividende net unitaire	0,00 €	0,02 €	0,03 €
Revenu global distribué éligible à l'abattement de 40% réservé aux personnes physiques résidentes fiscales en France.	0,00 €	290 000 €	146 250 €

Quatrième résolution. — L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et les engagements visés à l'article L. 225-86 du Code de commerce prend acte de celui-ci.

Cinquième résolution — L'Assemblée générale prend acte de la décision de Monsieur Christian DUTEL de démissionner de ses fonctions de Président et de membre du Directoire avec effet à l'issue de la présente Assemblée générale et décide de nommer Monsieur Christian DUTEL, demeurant Le Bas Marjon, 69510, Soucieu en Jarrest, en qualité de nouveau membre du Conseil de surveillance, en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour la durée restant à courir du mandat des autres membres du Conseil de Surveillance, soit pour une période qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2012 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011. Monsieur DUTEL a fait savoir qu'il acceptait cette nomination et qu'il satisfait aux conditions et obligation requises par la législation en vigueur, notamment en ce qui concerne le cumul de mandats.

Sixième résolution — L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Le Directoire.

Responsable du rapport annuel

Christian DUTEL
Président du Directoire

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport annuel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent rapport annuel ainsi qu'à la lecture d'ensemble du rapport.

Fait à Dardilly, le 02 avril 2008

Christian DUTEL
Président du Directoire

INFORMATION FINANCIERE

Responsable de l'information financière :

Monsieur Christian DUTEL, Président du directoire

Tel : 04 72 52 20 00

Email : finances@vdi-group.com

Site internet : www.vdi-group.com

VDI Group est coté sur Alternext by Euronext Paris – code ISIN : FR0010337865

|



6, chemin de l'Industrie - BP 30
69571 Dardilly cedex - France
Tél : + 33 (0) 4 72 52 20 00 - Fax : + 33 (0) 4 37 49 96 80
www.vdi-group.com

